

RÉVOLUTION PERMANENTE

PARTIS ANTICAPITALISTES
LARGES
QUE FAIRE ?



RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur: Alejandro Bodart

Comité éditorial : Imran Kamyana - Ezra Otieno - Oleg Vernyuk
Sergio García - Douglas Diniz - Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly

Édition : César Latorre
Conception et mise en page : Tamara Migelson
Traduction : Vicente Gaynor, Ariana Del Zotto,
Alessandro Fernandes y Tamara Yapura



- 3** Partis anticapitalistes larges. Tactique ou stratégie ?
- 6** L'Argentine après la victoire de Milei. Quelle stratégie pour le Front de gauche ?
- 10** Le PSOL : bilans et perspectives pour le regroupement révolutionnaire au Brésil
- 14** Zohran Mamdani à New York. Les bonnes intentions ne suffisent pas
- 18** DSA : un pont vers un parti indépendant ou l'aile gauche des démocrates ?
- 20** Die Linke : en route vers un parti qui organise la classe ouvrière ?
- 24** Royaume-Uni : « Your Party » rencontre des difficultés avant même de commencer
- 27** Your Party et la lutte pour une politique en faveur de la classe ouvrière
- 31** Secrétariat Unifié, de la Ligue communiste au NPA, histoire d'une dérive
- 40** Palestine : des accords trompeurs à l'unité historique et actuelle de la lutte pour la libération
- 45** Déclaration internationale : pour une Palestine libre, du fleuve à la mer. non à l'accord trompeur de Trump et d'Israël

Vous nous trouvez ici
<https://lis-isl.org/fr/>
Mail : coordination@lis-isl.org
Facebook : Liga Internacional Socialista
Twitter : @ligueinternationalesocialiste
YouTube : Liga Internacional Socialista @isl_lis
Liga Internacional Socialista (LIS)

Inscription DNDA en cours

Les articles et les interviews signées n'expriment pas nécessairement les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.





Partis anticapitalistes larges TACTIQUE OU STRATÉGIE ?

PAR ALEJANDRO BODART

La montée de l'extrême droite et le rejet qu'elle suscite dans d'importants segments de la population, ajoutés à l'aggravation de la crise des variantes « progressistes » et à la faiblesse des forces consciemment révolutionnaires, revitalisent dans certains pays les expressions anticapitalistes larges, ce qui relance le débat sur la manière dont nous, révolutionnaires, devons agir face à ce type de formations.

Ce nouveau numéro de *Revolución Permanente* est consacré à l'analyse de certaines de ces expériences et vise à fournir des repères pour une intervention adéquate, avec les meilleures tactiques et orientations pour renforcer notre stratégie : la construction de partis révolutionnaires nationaux et internationaux solides.

Il y a un peu plus de dix ans, l'une des organisations « anticapitalistes larges » qui suscitait le plus d'espoirs était Syriza en Grèce, mais elle a fini par s'effondrer lorsqu'elle est arrivée au pouvoir et a trahi le mandat populaire. À l'époque, on a longuement débattu de la validité ou non de la participation des organisations révolutionnaires liées au trotskisme à

cette expérience et, le cas échéant, de leurs objectifs, de la manière dont elles devaient agir en son sein et de ses limites. Il est essentiel de tirer les meilleures conclusions de ce processus et d'autres processus similaires apparus au début du siècle pour nous orienter dans le présent et l'avenir.

L'origine de ce type de partis est diverse, mais ils présentent tous certaines caractéristiques communes : ce sont des organisations qui émergent à gauche de la social-démocratie ou du centre-gauche traditionnel et, dans certains cas, des partis communistes stalinien. Ils naissent généralement en période de crise et de bouleversements sociaux, avec un programme réformiste radical qui remet en question le système capitaliste sans chercher à le détruire, mais à le réformer, et parviennent, pendant un certain temps, à rassembler autour d'eux des secteurs très importants de l'activisme et à influencer des franges de la population.

En plus de la coalition de gauche grecque, nous avons assisté ces dernières années à la croissance puis à la débâcle de plusieurs de ces expériences, comme celle de Podemos en Espagne, du Bloc de gauche au Portugal ou du NPA français, pour n'en citer que quelques-unes.

Au Brésil, nous avons participé à la création du PSOL, lorsque le PT a rejoint le camp de la bourgeoisie, et aujourd'hui, quelques années plus tard,

nous assistons à son adaptation rapide au nouveau gouvernement de Lula.

Nous assistons également à la résurgence d'organisations qui semblaient achevées, comme Die Linke en Allemagne, qui se remplit à nouveau de jeunes dans le cadre de la polarisation qui existe dans le pays avec la montée des forces néofascistes.

À New York, l'irruption de Zohran Mamdani et les mobilisations massives contre Trump à travers les États-Unis pourraient revitaliser le DSA, l'organisation de gauche qui agit au sein du Parti démocrate.

Au Royaume-Uni, la possibilité d'un nouveau parti de ce type est en train de se concrétiser, à partir de la rupture et de l'appel à sa création lancé par des figures très importantes du Parti travailliste, ce qui permettrait de commencer à surmonter l'obstacle que le Parti travailliste a historiquement représenté pour la prise de conscience de la classe ouvrière anglaise.

Le Front de gauche et des travailleurs - unité (FIT-U) en Argentine apparaît comme quelque chose de différent, en raison de son programme et de sa composition. Il a réussi à se faire une place importante parmi les travailleurs et les jeunes depuis plusieurs années, mais il ne parvient pas à évoluer d'un simple front électoral vers un grand « Parti des tendances », ce qui l'empêche de dépasser un plafond qu'il s'est lui-même imposé et de faire un bond en avant dans l'organisation de dizaines de milliers de personnes, ce qui lui permettrait de devenir une alternative au pouvoir.

QUE FAIRE ?

La première chose à faire est d'accepter qu'il n'existe pas de recette applicable en tout temps et en tout lieu. Notre stratégie consiste à construire un parti révolutionnaire et à faire progresser la classe ouvrière dans son organisation et sa mobilisation jusqu'à ce qu'elle vainque la bourgeoisie et ouvre la voie à un gouvernement des travailleurs. Pour y parvenir, nous devons être ouverts à toutes sortes d'initiatives et de tactiques qui nous permettent d'avancer vers ces objectifs, en rejetant tout ce qui nous en éloigne.

Il convient de discuter chaque cas particulier et de définir notre orientation, en partant de la situation concrète de la lutte des classes, de l'ampleur et de la nature des phénomènes de masse qui se produisent et de la réalité de nos propres forces pour mener à bien telle ou telle orientation.

Nous rejetons l'orientation de certains courants

qui ont fait des partis anticapitalistes larges leur stratégie permanente, ainsi que de ceux qui refusent toujours, par principe, de participer à ce type d'expériences.

Les premiers, comme le Secrétariat unifié, ont fait des partis larges un fétiche et ont abandonné ou reporté à une date indéterminée la construction du parti révolutionnaire. Sceptiques quant aux possibilités de disputer le pouvoir à la bourgeoisie, ils ne voient plus la nécessité de construire des partis légitimistes.

Les seconds, parmi lesquels on trouve de nombreuses organisations qui se réclament du trotskisme, souffrent de la vieille « maladie infantile » si bien décrite par Lénine et refusent d'avoir des tactiques qui, bien appliquées et à certains moments, peuvent être très utiles pour disputer au réformisme le meilleur de l'activisme et construire nos partis.

Pour les révolutionnaires, la question de participer ou non à ce type de partis doit être une question tactique. Si nous le faisons, nous ne devons pas perdre de vue que notre participation a une date d'expiration, car après une période d'essor, que nous pouvons qualifier de positive, le caractère de classe de la direction et le programme réformiste de ces organisations les amènent à s'adapter à l'ordre bourgeois, et ce processus s'accélère à mesure que la possibilité d'accéder au gouvernement augmente.

Une condition fondamentale, si nous décidons tactiquement d'entrer dans ces organisations, est de ne jamais perdre notre indépendance politique et organisationnelle, car notre objectif doit être de regrouper les militants autour de notre courant et de mener toutes les luttes nécessaires contre la ligne réformiste de la direction, en nous préparant à sortir lorsque la réalité nous y obligera.

Syriza, par exemple, pendant sa période d'ascension, a réussi à rassembler le meilleur du mouvement de masse. Il était alors légitime d'envisager d'adopter une tactique visant à regrouper un courant révolutionnaire en son sein. L'erreur des courants révolutionnaires qui l'ont fait n'a pas été d'y entrer, mais d'abandonner leur indépendance politique et de suivre Tsipras et son courant réformiste majoritaire. Ceux qui se sont contentés de dénoncer Syriza depuis l'extérieur du processus au lieu d'avancer sont passés inaperçus et ont renforcé leur marginalité.

Le PSOL et le NPA avaient une particularité : tous deux sont nés à l'initiative de forces trotskistes. Il était juste de participer à ces expériences, qui ont permis pendant un certain temps des avancées organisationnelles et politiques importantes dans les

deux pays. Malheureusement, l'orientation erronée prise par leurs directions respectives a fait que, avec le temps, les deux processus ont régressé.

La direction initiale du PSOL a ouvert la porte aux courants réformistes afin d'« augmenter le volume électoral du parti ». En fin de compte, les réformistes ont fini par devenir majoritaires, imposant une ligne de capitulation au gouvernement capitaliste de Lula. Le PSTU, qui s'est marginalisé dès le début de ce processus, est passé de crise en crise, précisément en raison de sa politique sectaire face à un phénomène qui a su regrouper politiquement des franges de la population. Il reste à voir si, à partir de sa dernière rupture, la LIT-CI changera « réellement » et s'ouvrira, non plus au PSOL – qui perd le cap –, mais à un nouveau regroupement des révolutionnaires.

La LCR française a pris l'initiative de fonder le NPA, mais a commis l'erreur de se dissoudre et, face aux premiers échecs électoraux, de se tourner vers une politique de plus en plus réformiste, ce qui a généré des divisions et une perte de militants, jusqu'à ce que le parti finisse par éclater.

Il est essentiel de faire le bilan de toutes ces expériences et d'analyser en profondeur celles qui existent encore afin de tirer des conclusions utiles pour agir face à des phénomènes similaires.

La rupture avec le Parti travailliste de Corbyn et Zultana, au Royaume-Uni, et l'appel à la construc-

tion d'un nouveau parti, s'il se concrétise, offriront une grande opportunité aux révolutionnaires anglais, à condition qu'ils ne tombent pas dans le sectarisme puéril ou l'opportunisme sénile et qu'ils parviennent à déployer une tactique audacieuse sans perdre de vue la stratégie.

Le FITU est un outil extraordinaire, mais il se trouve à la croisée des chemins : soit il avance, rompt avec l'électoralisme que lui impose le PTS de la Fraction trotskiste et se transforme en un parti uniifié, qui, fonctionnant démocratiquement, se concentre sur l'intervention dans la lutte des classes et l'organisation des centaines de milliers de personnes qui nous suivent, soit la stagnation actuelle aboutira à un recul.

Les articles sur l'Argentine, le Brésil, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France contenus dans ce nouveau numéro de RP contribuent à mieux comprendre ce qui se passe et à ouvrir le débat avec tous les militants de gauche et au-delà, sur la manière dont nous pouvons tirer parti des opportunités qui se présentent à nous.

Enfin, dans cette édition, nous avons ajouté, comme il se doit, un supplément sur la Palestine, afin d'interpréter la signification de l'accord trompeur imposé par Trump et de continuer à promouvoir la mobilisation solidaire et nos propositions pour avancer vers une *Palestine libre, du fleuve à la mer, et un Moyen-Orient socialiste.* ↗

Vers le IIIe Congrès de la LIS

Prévu pour la première quinzaine de décembre, le congrès se tiendra dans un contexte marqué par des tensions interimpérialistes croissantes, des conflits régionaux et une profonde polarisation sociale. Dans ce contexte, certains processus cruciaux se distinguent, tels que la cause palestinienne – qui a suscité une immense solidarité mondiale – et la résistance du peuple ukrainien face à l'invasion impérialiste russe, qui dure depuis près de quatre ans.

La LIS arrive à ce rendez-vous avec une croissance significative : de nouvelles sections en Europe, aux États-Unis et un renforcement en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Ce nouveau congrès reflétera une représentation plus large et qualitativement supérieure, avec des délégations de pays des cinq continents.

Le plus significatif est que le IIIe congrès exprimera la convergence de différentes traditions

révolutionnaires, un véritable bond en avant qui démontre que l'unité révolutionnaire est non seulement nécessaire, mais aussi possible.

Cette avancée renforcera un nouvel appel à regrouper les forces pour faire face à un système en déclin. La LIS avance avec la conviction que les profonds changements mondiaux exigent une Internationale capable de synthétiser des expériences diverses et de forger une nouvelle tradition, qui surpassera celles qui traversent aujourd'hui des crises et des ruptures parce qu'elles ne comprennent pas l'étape historique que nous vivons, les défis de l'époque et la manière d'agir face aux nouveaux phénomènes.

Comme d'habitude, le prochain numéro de *Révolution permanente* sera consacré à la présentation des principaux débats et conclusions abordés lors de cet événement significatif. ↗

Quelle stratégie pour le FRONT DE GAUCHE ?



PAR SERGIO GARCÍA

La rapidité, les changements permanents et les revirements politiques qui se produisent en Argentine surprennent parfois. C'est également le cas actuellement. Examinons un résumé des événements qui, entre les fluctuations, ont marqué la période Milei.

Il y a moins de deux ans, Javier Milei est arrivé au pouvoir en battant les forces politiques traditionnelles, après que la population se soit lassée des gouvernements d'austérité, y compris celui du péronisme. Fort d'une grande popularité initiale, il a tenté de construire un échafaudage politique pour des changements fondamentaux en faveur du pouvoir économique pro-impérialiste, avec un régime autoritaire et répressif pour le soutenir, générant des règles du jeu impopulaires en matière économique et sociale. En 2024, il a réalisé des avancées partielles avec le soutien de l'impérialisme et du parlement de la majorité de l'opposition bourgeoise, qui a facilité ses projets, tandis que la bureaucratie syndicale du péronisme a laissé passer les mesures d'austérité. Au

début de l'année 2025, tout a commencé à se compliquer. Une dynamique s'est alors mise en place, menant à une possible chute, comme un château de cartes. Nous avons vécu des mois d'une conjoncture politique qui témoignait du déclin du régime de Milei, combinant trois phénomènes : la crise économique, politique et sociale qui, ensemble, ont affecté le gouvernement, le laissant dans une situation critique. Une majorité de la population vivait dans la misère et avec de faibles salaires. La population a été témoin de faits notoires de corruption impliquant le président, sa sœur et son principal candidat à Buenos Aires dans le trafic de drogue. La réponse sociale a remporté dans la rue quelques victoires partielles contre l'ajustement, grâce aux travailleurs de la santé et de l'université, symboles sociaux que la population défend et que Milei pensait pouvoir éliminer.

La crise du gouvernement s'est ensuite exprimée en septembre par une forte défaite électorale dans la province stratégique de Buenos Aires. Parallèlement à sa détérioration politique, à sa chute de popularité et aux sondages qui le rejetaient de plus en plus, ses alliés au Parlement ont commencé à l'abandonner et il a perdu les votes décisifs.

La crise a contraint Trump à intervenir pour le sauver avant que tout ne s'effondre. Nous assistons à un changement et à une soumission aux États-Unis sans précédent : ils décident des mesures, les communiquent et interviennent directement sur le marché boursier du pays. Ils ont offert des millions à Milei, à condition qu'il remporte les élections. Il s'agit d'un saut qualitatif dans la perte de souveraineté : plus d'endettement et de futures affaires américaines dans le pays, qui agraveront la situation critique d'un plan économique maintenu sous respirateur artificiel.

Dans ce contexte critique, **les élections nationales se sont déroulées le 26 octobre, mettant en évidence un nouveau changement.** Contre toutes les prévisions des médias bourgeois, des cabinets de conseil privés et des sondages, à la surprise du gouvernement et du péronisme, un revirement inattendu s'est produit : Milei a remporté une victoire nationale, gagnant dans 15 provinces et dans la province stratégique de Buenos Aires, où il avait perdu un mois auparavant. Il a obtenu 40 % des voix au niveau national et fait ainsi un bond en avant dans son bloc de députés et de sénateurs.

MOTIFS ET CONSÉQUENCES DE LA VICTOIRE LIBERTARIENNE

Sa victoire **change les tendances et ouvre une nouvelle conjoncture**, où Milei se réoxygène, avec le soutien des États-Unis et en profitant de l'usure profonde du péronisme et des autres opposants incapables de gagner ou de recevoir un soutien social, qu'ils n'ont manifestement pas. Milei gagne, entre autres motifs, en raison de la crise persistante des principaux partis du régime, en particulier du péronisme, qui est à bout de souffle. Face au scepticisme, il est apparu clairement qu'il existait une frange importante située à droite et une autre frange qui, entre le soutien des États-Unis et le chaos, a choisi, avec de faux espoirs et un retard politique, de croire que cela pourrait apporter un peu de tranquillité.

Aujourd'hui, Milei relance ses projets réactionnaires. Des projets de réforme du travail esclavagiste, de réforme des retraites avec un relèvement de l'âge de la retraite à 70 ans, de réforme fiscale pour que ceux qui possèdent le plus paient moins, de réforme pénale pour criminaliser et punir les pauvres et ceux qui luttent. Tout cela sur la base de sa victoire électorale, du soutien impérialiste et bourgeois, du rôle néfaste de l'opposition et de la bureaucratie syndicale, et de l'absence de débordements sociaux dans

les rues. Il dispose de quelques mois pour tenter d'avancer.

Ce contexte complexe ne peut être minimisé et a en même temps des effets contraires, qui rendront la tâche du gouvernement difficile. Nous sortons d'un scrutin qui a enregistré le taux de participation le plus faible depuis le retour à la démocratie en 1983, 32 % de la population n'étant pas allée voter, lassée de tous les partis. Cela signifie que Milei est soutenu par une frange sociale importante, mais légèrement inférieure à 30 % de la population. Il ne s'agit pas d'une majorité sociale, mais d'une première minorité, ce qui est important pour lui, mais ce n'est pas la même chose que d'être majoritaire.

Au milieu de son offensive, deux réalités vont se manifester : des millions de personnes qui vivent dans la précarité et qui rejettent le gouvernement vont continuer à exprimer leur mécontentement social. **Et cela pourrait être le moteur de nouveaux processus de lutte qui pourraient progressivement s'intensifier à l'avenir**, des processus que nous encourageons fortement et coordonnons depuis la base. À cela s'ajoute un plan économique fragile, instable, marqué par une baisse de la production et de la consommation, des réserves en dollars limitées et d'énormes pressions pour le remboursement de la dette extérieure en 2026. Les perspectives ne seront ni sereines ni normales. Le gouvernement a marqué un point et tentera d'en tirer parti. Dans un contexte qui laisse présager des conflits et des problèmes que la lutte des classes mettra en évidence.

L'ESPACE DU FRONT DE GAUCHE ET SES LIMITES

Au cours de ces dernières années, un espace politique de gauche s'est consolidé, capitalisé lors des élections par le Front de gauche et des travailleurs unité (FIT-U), une coalition qui regroupe différents partis, dont le MST, membre de la LIS. L'existence d'un front d'unité de la gauche sur le plan électoral est un point d'appui pour les luttes politiques et pour conquérir des sièges de députés de gauche. Le régime capitaliste n'a pas réussi à éliminer la présence de la gauche anticapitaliste et socialiste au parlement national et dans les assemblées législatives provinciales. Nous avons utilisé la position que nous avons obtenue pour soutenir les processus de lutte et présenter des propositions alternatives aux partis du système. Lors des récentes élections, nous avons obtenu 4 % des voix au niveau national, soit près d'un million de votes, et trois députés nationaux, dont deux camarades du MST : Ana Paredes Landman pour



Javier Milei et sa sœur Karina.

Buenos Aires et Cele Fierro pour la capitale du pays. Le vote confirme que le FIT-U est capable de résister à la polarisation et de consolider son espace politico-électoral. C'est une base importante, mais même si elle est proche de son plafond, elle ne parvient pas non plus à faire un bond en avant.

L'espace politique confirmé reflète un modèle de FIT-U qui condense une double réalité : il montre une valeur électorale consolidée et ne parvient pas à faire un bond en avant ni à transcender au-delà. S'il ne parvient pas à progresser qualitativement, ni dans les élections, ni dans l'intervention commune dans la lutte des classes, c'est en raison des limites d'un format électoral qui fait obstacle à des objectifs supérieurs de nature non électorale.

Il est essentiel de dépasser les limites électorales et d'opérer un changement qualitatif, car le front est dans une impasse et ne contribue pas à arracher davantage de secteurs de base au péronisme, qui cherche à se réinventer en empêchant les secteurs de se tourner vers la gauche. Il est urgent de changer et d'éviter que le FIT-U ne soit victime de la loi qui stipule que ce qui n'avance pas recule. Ne pas avancer est encore pire dans la perspective d'un monde et d'un pays qui, tôt ou tard, connaîtront une plus grande polarisation sociale et politique, des crises et de nouveaux revirements de situation.

Les forces qui, avec le MST, composent le FIT-U, sont le PTS - Fraction trotskiste, avec des positions électorales qui combinent sectarisme et opportunitisme. Le Parti ouvrier, qui est un courant national-trotskiste avec une logique sectaire et fermée. Et la Gauche socialiste - UIT-CI, avec un dogmatisme marqué et un développement et une insertion moindres. Tous ses membres sont issus du trotskisme, et ces partis n'ont proposé ces dernières années aucune solution pour dépasser le stade actuel d'un simple front électoral. **Une erreur politique importante qui reflète une certaine complaisance parlementaire et des stratégies erronées.** Nous agissons en unité avec eux sur la base d'accords politiques dans la mesure du possible, tout en sachant qu'il existe des différences importantes en matière de stratégie et de politique. Le fait que seul le MST ait

proposé de dépasser le format du front électoral et de s'opposer à un électoralisme qui affaiblit est un exemple tangible des autres stratégies erronées.

Ces différences font partie d'un problème de nature internationale, là où leurs courants agissent. Prenons l'exemple de la France, où la section de la Fraction trotskiste du PTS, Révolution Permanente, a affaibli l'unité de la gauche anticapitaliste et socialiste aux côtés de l'aile gauche du NPA. Elle a préféré s'isoler et continuer à refuser une éventuelle convergence avec le NPA-Révolutionnaire. Derrière ces erreurs politiques se cachent des débats profonds et théoriques. Le PTS s'est adapté à des conceptions politiques, dans certains cas gramscien, autour de l'accumulation de positions comme centre, par impossibilité de faire quelque chose de supérieur. Cette conception, à notre avis incorrecte et très discutable, mais compréhensible dans la vie de Gramsci qui l'a élaborée dans un contexte carcéral sous le fascisme, est néfaste aujourd'hui, elle empêche de construire par étapes, de saisir les opportunités et d'avoir des politiques audacieuses pour disputer des franges de la masse au milieu des grandes crises.

DÉBATS EN COURS : PARTI COMMUN DU FIT-U, PT, PAR OU COMMENCER ?

Actuellement, au sein du FIT-U, le PTS a récemment changé d'avis et a décidé de rendre publique une proposition, celle de former un parti des travailleurs. Il le fait à un moment où, en dehors du FIT-U, il n'existe pas de courants ouvriers qui proposent cette voie, ce qui rend sa mise en œuvre complexe. Pour qu'un parti des travailleurs voie le jour, il faut qu'il y ait une impulsion d'un secteur ouvrier indépendant d'une certaine importance, un secteur syndical qui, sans être strictement anticapitaliste ou socialiste, envisage l'organisation politique et la prise de mesures en dehors des forces patronales. Dans les pays où un tel processus pourrait se produire, il est très positif d'avoir une politique visant à approfondir cette voie, il est positif que les secteurs ouvriers avancent vers l'organisation politique sans s'attacher aux partis capitalistes. Cependant, ce n'est pas le cas actuellement en Argentine, où aucun secteur ouvrier indépendant ne le propose.

Nous apprécions qu'il y ait de nouvelles propositions et nous souhaitons discuter avec le PTS de la nécessité d'avancer vers un grand parti des travailleurs. Nous considérons qu'il est positif d'échanger sur cette nécessité. La question est de savoir comment ils envisagent la mise en œuvre d'un tel projet,

à l'heure actuelle et à travers quelles étapes. Nous les invitons à rejoindre le débat et nous présentons notre proposition, qui vise le même objectif, avec l'avantage qu'elle pourrait être mise en œuvre dès maintenant, si nous parvenons à un accord. Comme les partis qui composent le FIT-U sont des courants socialistes et ouvriers, le front a des expressions de classe qui peuvent jouer un rôle clé dans les premières étapes vers un grand parti révolutionnaire des travailleurs, où le trotskisme aurait un rôle dirigeant.

POUR UN PARTI COMMUN AVEC LIBERTÉ DE TENDANCES

Depuis le MST, nous proposons une initiative que nous pouvons mettre en œuvre dès maintenant au sein du Front de gauche. En tant que révolutionnaires, nous avons une méthode sérieuse et nous sommes concrets, à l'image de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous proposons à nos camarades du PTS et à tous ceux qui font aujourd'hui partie du FITU de convoquer et d'organiser des réunions afin de faire les premiers pas vers la formation d'un grand parti commun entre ceux qui composent le front. Cela ne va pas à l'encontre de la proposition d'un PT, au contraire, cela exprime un bond en avant dans le même sens. Nous sommes tous des courants ouvriers et socialistes, une unité politique plus large enthousiasmerait les secteurs antibureaucratiques et les références sociales. Cela constituerait une base pour que, à mesure que surgissent des courants qui envisagent l'organisation politique, nous ne partions pas de zéro, mais de l'accumulation du FIT-U, toujours ouverts à l'intégration de phénomènes positifs, ouvriers et classistes.

Depuis le MST au sein du FITU, nous proposons que le schéma très limité du front électoral soit dépassé par un autre format qui le surpasse. Nous proposons que les partis du front construisent un parti commun de tendances, de courants internes organisés démocratiquement, où nous ferions partie d'une organisation commune agissant par accords et fonctionnant démocratiquement, où les positions seraient décidées par les rapports de force issus de la réalité de chaque thème, sans que personne ne perde son identité ni sa liberté d'exprimer ses idées. Un parti commun qui débat collectivement de la manière d'intervenir dans les événements politiques, dans les processus de lutte des classes et qui se bat pour la direction syndicale et étudiante. Qui dispute sur tous les terrains la bureaucratie et les partis du régime.



Nous proposons également, avec le programme anticapitaliste et socialiste de notre front, de convoquer et de canaliser la participation des dirigeants syndicaux antibureaucratiques, des intellectuels de gauche, des acteurs des mouvements sociaux, des personnalités indépendantes, des travailleurs et des jeunes électeurs du front et des participants à nos listes aux élections. En ouvrant des canaux de participation active et de fonctionnement politique réel, qui permettent d'intervenir ensemble à tous les niveaux de la lutte politique et de classe. En nous appuyant sur les accords que nous avons conclus et en débattant des nuances et des différences, face à la classe ouvrière et à la jeunesse.

Nous sommes face à un dilemme : soit le FIT-U se dote d'une stratégie révolutionnaire à la hauteur d'organiser politiquement des milliers de personnes, soit il court le risque de subir les conséquences de ne pas le faire, avec davantage de stagnation. Nous encourageons donc le FIT-U à convoquer un grand congrès ou une assemblée ouverte, un événement réunissant des milliers de militants et de sympathisants, ce qui est très nécessaire. Assez de formalités, d'électoralisme et de sectarisme. Mobilisons des milliers de personnes en faisant un premier pas vers la création d'un grand événement collectif.

Dans la stratégie anticapitaliste et socialiste, nous ne pouvons pas nous limiter au terrain électoral partiel, qui est en outre entre les mains de nos ennemis de classe. Promouvons quelque chose de nouveau, une politique révolutionnaire afin que le FITU soit un outil utile et un vecteur vers une stratégie qui contribue à la lutte pour le pouvoir politique, en encourageant la mobilisation des travailleurs, du peuple et de la jeunesse, pour un gouvernement des travailleurs et de la gauche. C'est pour cette stratégie que le MST mène cette lutte politique. Nous vous invitons à vous joindre à nous pour renforcer cette orientation politique indispensable face aux bouleversements sociaux et politiques à venir.

Le PSOL : bilans et perspectives pour le REGROUPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE au Brésil



PAR VERÓNICA O'KELLY

Pourquoi le projet initial a-t-il été gagné par le réformisme ? Quelles ont été les erreurs commises et, surtout, aurait-il pu en être autrement ? Au moment présent, quelles tâches s'ouvrent à ceux d'entre nous qui continuent de miser sur l'indépendance de classe ? L'adaptation croissante du parti au gouvernement Lula-Alckmin, l'existence de courants qui maintiennent et défendent en interne l'indépendance de classe – comme le MES – et la nouvelle crise du PSTU sont autant de faits qui soulèvent une question : est-il possible d'entamer un processus de regroupement des révolutionnaires au Brésil ?

UNE EXPÉRIENCE QUI A MARQUÉ UNE ÉTAPE

Le Parti socialisme et liberté (PSOL) a sans aucun doute été l'une des expériences les plus importantes de la gauche brésilienne au cours des deux dernières décennies. En 2004, il est né comme une réponse

nécessaire et progressiste à la trahison du Parti des travailleurs qui, une fois arrivé au gouvernement, a tourné le dos à sa base et s'est définitivement intégré au régime démocratique bourgeois. Dans ce contexte, la fondation du PSOL a été une décision judicieuse des secteurs radicaux, un pari unitaire

pour mettre en place une alternative politique de gauche face au PT.

Depuis lors, notre courant, ainsi que d'autres et des militants issus de différentes traditions, se sont réunis dans cet espace, donnant forme à un parti large, capable d'articuler la lutte électorale avec la mobilisation sociale. Deux décennies plus tard, cette expérience arrive à un point d'infexion. Le PSOL est traversé par un profond processus d'adaptation au régime démocratique bourgeois. Ce qui avait commencé comme une rupture anticapitaliste face au réformisme du PT se transforme aujourd'hui, à un rythme accéléré, en un parti fonctionnel au régime même qu'il prétendait combattre. Analyser comment on en est arrivé là et, surtout, quelles tâches s'ouvrent à ceux d'entre nous qui continuons à parier sur l'indépendance de classe, est une nécessité urgente pour toute la gauche révolutionnaire.

DU PARTI DE RUPTURE AU PARTI DU RÉGIME

Contrairement au PT à ses origines, le PSOL n'est pas né d'un processus d'irruption des masses ni d'une dynamique de lutte des classes. Cette origine a imprimé un caractère particulier à sa structure : un parti essentiellement électoral, dans lequel les tendances agissent comme des appareils. Bien qu'il y ait eu des tentatives pour changer cette situation, la dynamique qui s'est finalement imposée a été celle de la consolidation de ce caractère jusqu'à aujourd'hui, le transformant en un front électoral stable avec un fonctionnement de plus en plus verticalisé.

Les exemples ne manquent pas. La ministre des Peuples autochtones, Sônia Guajajara, est députée fédérale du PSOL. Le groupe parlementaire fédéral du parti vote systématiquement en faveur du gouvernement, même sur des mesures qui touchent directement la classe ouvrière, comme la réforme fiscale ou les politiques d'ajustement déguisées. Le parti gère en outre des fonds publics de plusieurs millions sans les orienter vers la construction d'un outil révolutionnaire, ce qui renforce sa dépendance à l'égard de l'appareil bourgeois. Cette politique d'adaptation au régime s'est accentuée en septembre 2025, lorsque la conférence nationale a approuvé un nouveau programme qui a enterré le texte fondateur du parti, celui qui définissait son caractère anticapitaliste.

Guilherme Boulos, principale figure publique du parti, a récemment rejoint le gouvernement Lula-Alckmin en occupant le poste de secrétaire général de la présidence. Cela ouvre une nouvelle situation,

car chaque jour qui passe, la dynamique est celle d'une plus grande intégration au gouvernement et d'une perte totale d'indépendance de classe.

QUELQUES FAITS QUI NOUS ONT AMENÉS JUSQU'ICI

À la fondation, ce sont les courants révolutionnaires qui dirigeaient le parti et ce sont eux qui ont ouvert la porte aux courants réformistes. Des courants ayant un poids réel, comme le MES de la fondatrice Luciana Genro, ont joué un rôle décisif. Au nom de la construction d'un outil plus large et plus influent sur le plan électoral, une préoccupation légitime, ils ont trop ouvert le parti aux secteurs réformistes sans établir de limites politiques claires. Cette ouverture indiscriminée, les concessions successives et le refus de fixer des limites face à l'adaptation ont affaibli la position des secteurs anticapitalistes, permettant au réformisme de devenir une majorité organique et politique. Aujourd'hui, même le MES se trouve en marge de la direction, incapable de freiner l'orientation liquidationniste qui domine le parti.

Il y a également eu des erreurs sectaires, comme celle de la CST (UIT-CI) de Babá. D'abord l'une des fondatrices, avec un poids important, disposant d'un député fédéral et à la direction de syndicats importants dans tout le pays, elle s'est isolée et s'est retrouvée en marge de la dispute sur l'orientation du parti en raison de ses caractéristiques sectaires et de son manque d'actualisation politique pour agir face aux nouveaux phénomènes qui se présentaient à différentes étapes. La CST a connu plusieurs scissions, a perdu de nombreux militants et cadres et est aujourd'hui un petit groupe qui a quitté le PSOL sans que pratiquement personne ne s'en aperçoive.

Malheureusement, tout au long de ce processus, le PSTU (section brésilienne de la LIT) a maintenu une politique sectaire. Tout d'abord, il a refusé de participer à la fondation du PSOL, une décision erronée, car sa présence aurait modifié le rapport de forces dans les débats qui se sont ouverts avec l'entrée de secteurs réformistes. Le PSTU a ainsi rejeté la possibilité de renforcer l'aile anticapitaliste, donnant plus de poids à la dispute politico-programmatique face aux courants qui prônaient la conciliation des classes et l'électoralisme parlementaire, au détriment de l'intervention dans les processus réels de lutte des classes. De plus, pendant toutes ces années, il n'a lancé aucune initiative unitaire pour dialoguer avec l'importante avant-garde de gauche que le PSOL a réussi à rassembler et à convoquer, ce qui a traduit dans les faits son refus d'intervenir dans ce phéno-



mène politique pour disputer aux réformistes leur influence, une orientation que nous considérons comme erronée.

UNE CRISE QUI MARQUE UN TOURNANT POUR LE PSOL ET QUI OUVRE LE DÉBAT

Personne ne peut affirmer avoir tout réussi. Des erreurs de différentes natures nous ont conduits jusqu'ici. La cooptation du PSOL par les réformistes est une mauvaise nouvelle pour toute la gauche révolutionnaire. Tout comme le fait qu'aucun processus de réorganisation ou de regroupement n'émerge en dehors du PSOL. Cela nous éloigne de l'objectif de construire un outil révolutionnaire ayant un poids de masses au Brésil.

Notre organisation, Révolution socialiste, qui agit au sein du PSOL tout en conservant son indépendance politique et en marquant ses différences et ses critiques par rapport à la direction majoritaire, soulève depuis longtemps la nécessité de développer des initiatives communes entre les courants anticapitalistes, dans le but de construire un pôle alternatif qui devienne une référence politique visible pour l'avant-garde. Jusqu'à présent, nous n'avons réussi qu'à conclure des accords circonstanciels pour voter des résolutions ou former une liste pour le congrès du parti, sans même parvenir à élaborer une thèse commune. Est-il possible de changer cela ? Le MES, ainsi que les autres courants de gauche du PSOL, sont-ils prêts à ouvrir ce débat et à promouvoir des actions communes pour renforcer l'aile anticapitaliste du parti ?

Face à la nomination de Boulos au poste de

ministre du gouvernement national, le MES a publié une déclaration dans laquelle il exprime son rejet de cette décision. Il y souligne à juste titre : « Lorsque nous avons un gouvernement de collaboration de classes, avec une base parlementaire qui inclut même des secteurs de centre-droit (comme le définit l'ancien ministre José Dirceu), le mouvement de masse doit conserver son indépendance. » Nous partageons pleinement cette définition. C'est pourquoi, face à cette nouvelle situation, nous espérons que le MES franchira une étape supplémentaire et déterminera s'il est prêt à s'opposer à l'assimilation du PSOL au gouvernement et à la politique de conciliation des classes, en encourageant un processus de réorganisation de la gauche dans le pays.

Nous avons des débats importants avec les camarades qui, malheureusement, se sont définis comme la section officielle du Secrétariat unifié (SU). Cette organisation internationale a systématiquement misé sur la construction de partis larges comme stratégie, et non comme tactique, au détriment de la construction d'organisations révolutionnaires, allant même jusqu'à les défendre malgré leurs échecs évidents. Les cas du NPA français et du PSOL en sont des exemples. Le MES a critiqué à juste titre l'adaptation du PSOL au réformisme, mais pour mener cette critique jusqu'au bout, il est nécessaire de tirer des conclusions sur les limites structurelles mêmes des partis larges. Dans le même temps, il est essentiel de déterminer s'il est prêt à promouvoir un processus de réorganisation de la gauche anticapitaliste capable de s'opposer de manière cohérente à l'adaptation réformiste.

LE PSTU-LIT EST-IL PRÊT À METTRE FIN AU SECTORISME ?

Dans ce contexte, la crise actuelle du PS-TU-LIT soulève une série de questions. D'après les textes rendus publics, les principaux axes de débat qui sont à l'origine de cette crise sont connus : le phénomène de la montée de l'extrême droite ; la politique face aux oppressions ; la caractérisation de la Chine et de la Russie comme puissances impérialistes ; la position face à la restauration capitaliste à Cuba ; le bilan des élaborations sur l'Europe de l'Est et, de notre point de vue, le débat fondamental sur les tactiques d'unité de la gauche pour « offrir une alternative de classe face au Front large et au réformisme, dialoguer avec l'avant-garde et disputer des secteurs de la classe ouvrière » (citation textuelle de la déclaration de la direction du PS-TU-LIT). Dans cette même déclaration, la direction affirme : « ... nous avons entamé un processus de bilan de notre propre expérience au cours des 35 dernières années, en analysant les réussites et les erreurs de manière critique et marxiste. »

Le PSTU est-il réellement disposé à rompre avec la politique sectaire qui l'a caractérisé pendant toutes ces années et à entamer un processus dans ce sens ? Jusqu'à présent, la politique sectaire et au-toproclamatoire de la LIT au niveau international, et du PSTU au Brésil, a provoqué des crises et des ruptures répétées, affaiblissant progressivement ce courant. La crise de 2016, qui a donné naissance à l'actuel *Resistance*, courant qui a ensuite rejoint le PSOL et a parcouru en un temps record le chemin de l'adaptation à la direction réformiste, a entraîné une perte importante de militants, de cadres et de dirigeants. Dans la crise actuelle, tant au Brésil que dans d'autres pays, la LIT continue de perdre des militants et de l'influence politique, approfondissant une dynamique de réduction et d'isolement qui ne pourra être inversée que par une véritable autocritique et la volonté de construire l'unité révolutionnaire. Cette autocritique, si elle se traduit par une réelle ouverture au dialogue avec d'autres secteurs de la gauche anticapitaliste, pourrait constituer une opportunité importante pour avancer vers un regroupement des révolutionnaires.

UN REGROUPEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EST-IL POSSIBLE AU BRÉSIL ?

La cooptation du PSOL par le réformisme et l'absence, jusqu'à présent, d'un processus de ré-

organisation révolutionnaire en dehors du parti constituent sans aucun doute des obstacles sérieux. Cependant, ces mêmes limites peuvent se transformer en opportunité : celle d'ouvrir un nouveau cycle de débats, d'initiatives communes et de regroupements permettant de réorganiser les courants et les militants révolutionnaires autour d'une perspective anticapitaliste et socialiste. Car tandis que l'extrême droite progresse et que les gouvernements « progressistes » se subordonnent au capital, la seule issue véritablement transformatrice reste la construction d'un outil politique de masse, avec une perspective communiste, capable de disputer la conscience de la classe ouvrière et d'offrir une alternative socialiste à la barbarie du capitalisme.



Depuis la Ligue internationale socialiste (LIS), nous encourageons ce débat au niveau international, en faisant progresser la convergence d'organisations de différentes traditions révolutionnaires dans un même projet politique. Cette expérience démontre qu'il est possible de surmonter la dispersion et de construire une nouvelle référence internationale de la gauche révolutionnaire.

La question qui se pose est de savoir si nous pouvons faire de même au Brésil : sommes-nous prêts, les différentes organisations, à entamer un processus sérieux de dialogue, de coordination et d'initiatives communes qui jettent les bases d'un regroupement des révolutionnaires dans le pays ? Il ne suffit pas de dénoncer l'adaptation du PSOL ni de déplorer la dispersion de la gauche révolutionnaire. Le défi est lancé. C'est à nous de le transformer en une possibilité réelle.

LES BONNES INTENTIONS NE SUFFISENT PAS



PAR PETER SOLENBERGER

Selon les sondages, Zohran Mamdani serait élu maire de New York (NYC) le 4 novembre 2025. Il remporterait l'élection en tant que candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix, mais sans majorité absolue. Son site web résume l'axe central de sa campagne : « Zohran Mamdani se présente à la mairie pour réduire le coût de la vie des travailleurs new-yorkais. »

Pour y parvenir, son programme propose un ensemble de réformes municipales. Parmi celles-ci figurent le gel des loyers des appartements bénéficiant d'une stabilisation des loyers, la suppression des tarifs des bus et la garantie d'une garde d'enfants gratuite. Tout cela serait financé par une augmentation des impôts des grandes entreprises et des riches.

Face aux questions de la presse, Mamdani se revendique socialiste et membre des *Democratic Socialists of America* (DSA). Cependant, en termes électoraux, il ne se présente sous aucune de ces deux étiquettes. Il ne mentionne ni le socialisme ni les DSA sur son site web, et dans ses interviews, il souligne expressément que le programme des DSA n'est pas le sien.

Mamdani est revenu sur ses déclarations les plus radicales concernant la police et la Palestine, et se décrit comme un démocrate fidèle. Il se présente aux élections avec le soutien des principaux dirigeants du Parti démocrate, notamment la gouverneure de New York, Kathy Hochul, et l'ancienne candidate à la présidence Kamala Harris, et il le fait avec l'approbation des médias alignés sur le parti, dont le New York Times, et avec le soutien de grands donateurs, tels que Mike Bloomberg.

Les sondages prévoient que Mamdani obtiendra environ 45 % des suffrages populaires. Il ne bénéficiera que d'un soutien limité du gouvernement de l'État et se heurte à l'hostilité du gouvernement Trump. En conséquence, son mandat ne disposera pas des ressources nécessaires pour mettre en œuvre son programme.

La mobilisation des masses pourrait modifier ce rapport de forces, rendre la ville ingouvernable et permettre de conquérir des réformes importantes. Cependant, rien n'indique que Mamdani choisira cette voie, ni que ses partisans le feront sans lui.

À mon avis, nous, socialistes révolutionnaires, devons soutenir les réformes proposées par Mamdani sans pour autant soutenir sa stratégie électoraliste ni sa campagne au sein du Parti démocrate. Nous pourrions dire que nous le soutiendrions s'il s'était présenté comme candidat indépendant du DSA en opposition aux démocrates.

Nous devons également promouvoir la mobilisation des masses et participer à toute action qui se présente. Contribuer à ce que les travailleurs et les jeunes qui se sont illusionnés puis déçus par Mamdani sortent de cette expérience plus déterminés à lutter et avec une vision plus claire de l'indépendance politique nécessaire pour gagner.

LA STRATÉGIE ÉLECTORALISTE DE MAMDANI

La logique de Mamdani n'est pas nouvelle et s'exprime comme suit : 1) pour mettre en œuvre des réformes, je dois être élu au poste en question ; 2) pour être élu, je dois me présenter comme un candidat démocrate ; et 3) pour me présenter et gagner, je dois modérer mes positions et convaincre la direction du parti qu'elle peut me faire confiance.

Si Mamdani prend ses fonctions de maire le 1er janvier, comme cela semble probable, son mandat sera confronté à une situation complexe. Revenons aux trois réformes mentionnées ci-dessus :

Le contrôle des loyers est une question notoirement complexe, car il vise à réguler le prix du logement sans contrôler l'offre.

Les propriétaires et les promoteurs immobiliers disposent de multiples mécanismes pour contourner ces contrôles. Ils sont généralement autorisés à augmenter les loyers lorsque leurs coûts augmentent ou lorsqu'ils effectuent des améliorations supposées dans les immeubles. En outre, ils peuvent fixer les prix du marché pour les nouveaux logements et le refaire lorsqu'un locataire déménage.

Leur principal avantage réside dans le fait qu'ils



contrôlent l'offre de logements. Ils peuvent décider de retirer du marché les propriétés existantes ou de ne pas en construire de nouvelles. Face à cette situation, en particulier sur un marché aussi tendu que celui de New York, les commissions de contrôle des loyers ont tendance à faire marche arrière. De plus, les propriétaires et les promoteurs immobiliers font d'importants dons aux politiciens pour s'assurer que cela se produise.

Avec une minorité au conseil municipal, il est possible que Mamdani ne parvienne même pas à convaincre le Conseil de stabilisation des loyers de les geler. De plus, la législature de l'État à Albany peut limiter les pouvoirs de ce conseil et le gouvernement Trump pourrait lui refuser les fonds et les garanties de prêt nécessaires pour mettre en œuvre cette mesure.

Le slogan de Mamdani est « des bus rapides et gratuits ». La gratuité est facile à mettre en place, mais la rapidité nécessite davantage de bus, davantage de chauffeurs et un bon entretien, ce qui implique des fonds.

Mamdani propose que les entreprises et les riches financent ses réformes, mais la ville ne contrôle pas ces impôts. Ces augmentations doivent être approuvées par le gouvernement de l'État, et la gouverneure Hochul a déjà dit « non ».

Il propose également la gratuité des services de garde d'enfants et l'augmentation des salaires des travailleurs du secteur au niveau de ceux des enseignants des écoles publiques. Ce sont des objectifs louables et des politiques publiques positives, mais extrêmement coûteuses, à moins que le nombre d'enfants pris en charge par travailleur ne soit très élevé, auquel cas les familles chercheront d'autres options. Une fois de plus, le problème réside dans le financement.

Malgré l'opposition inévitable des autorités locales, étatiques et fédérales, un mouvement de

masse pourrait imposer ces réformes. Cependant, un tel mouvement n'existe pas. On pourrait penser que la victoire de Mamdani et le blocage de ses réformes le feraient apparaître sur la scène politique. Cependant, jusqu'à présent, rien n'indique que cela se produira.

C'est là le problème fondamental de l'électoralisme. Les travailleurs ont tendance à opter d'abord pour la solution qui semble la plus simple : expulser les politiciens en place et en élire d'autres. Une sorte de « Votez pour moi et je vous libérerai », même si le candidat le nie. Une élection qui n'est pas l'expression des actions de masse implique probablement son remplacement.

LE PARTI DÉMOCRATE ET LE SYSTÈME BIPARTITE

Le clientélisme électoral aux États-Unis s'exprime à travers le système bipartite. Les démocrates et les républicains sont tous deux des partis capitalistes, c'est-à-dire qu'ils défendent les principes fondamentaux du capitalisme. Ils dépendent également de riches donateurs et du soutien des médias capitalistes. Au plus haut niveau, ils fonctionnent comme une porte tournante entre les entreprises, le gouvernement, les forces armées, les médias et le monde universitaire.

Historiquement, les démocrates ont encouragé une plus grande intervention de l'État afin de réduire les irrationalités et les inégalités du capitalisme dérégulé. Les républicains, en revanche, ont favorisé les réductions d'impôts, la diminution des dépenses en matière de santé, d'éducation et de protection sociale, la déréglementation, l'application de la « loi et de l'ordre » et la promotion de la famille et de la religion.

Aucun des deux partis n'est en mesure de résoudre les problèmes de la société capitaliste. Au niveau fédéral, il en résulte une alternance entre les deux. Les démocrates remportent les élections, mettent en œuvre des politiques qui déçoivent leur base et préparent leur propre défaite. Lors des élections suivantes, les républicains l'emportent, mettent en œuvre des politiques qui déçoivent leur base et préparent leur défaite. Clinton, Bush, Obama, Trump, Biden, Trump...

Au niveau des États, les côtes est et ouest ont tendance à être démocrates, le sud et l'ouest républicains, et le Midwest est divisé. Au sein de ces régions, les grandes villes sont généralement démocrates, les petites villes et les zones rurales républicaines, et les banlieues sont divisées.

Environ un tiers de la classe ouvrière vote pour les démocrates, un autre tiers pour les républicains, et le reste ne vote pas. Les travailleurs noirs, les Latinos et les femmes ont tendance à voter pour les démocrates, tandis que les hommes blancs ont tendance à voter pour les républicains. Les élus sont presque toujours réélus. Cependant, peu de travailleurs font confiance aux politiciens, même à ceux pour lesquels ils votent.

Depuis les années 1980, le mouvement ouvrier a reculé face à l'offensive néolibérale capitaliste. Cela conduit à une polarisation politique particulière. Le Parti républicain s'est brusquement déplacé vers la droite avec Reagan, les Bush et Trump. Ce dernier combine le conservatisme républicain traditionnel avec la cruelle stupidité du « Make America Great Again » (MAGA).

Le Parti démocrate a adopté la politique néolibérale avec Bill Clinton et peu de choses ont changé depuis avec Obama et Biden. Le secteur à gauche de cette polarisation s'exprime par un mécontentement massif, une méfiance envers le système, des mobilisations récurrentes depuis le milieu des années 90 et un soutien massif aux réformes économiques et sociales qui ont alimenté les campagnes de Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez et Mamdani.

Le problème immédiat de la classe ouvrière est qu'elle n'a pas de représentation politique indépendante. Elle a besoin d'un parti des travailleurs qui représente les intérêts de l'ensemble de sa classe et qui lutte pour l'égalité politique et sociale des secteurs opprimés. Ces deux tâches sont essentielles. Un parti qui dirige les actions de masse et, en même temps, se présente aux élections. Un tel parti pourrait attirer toute la classe ouvrière, à l'exception de ses secteurs les plus réactionnaires.

SOCIALISTES DÉMOCRATES D'AMÉRIQUE (DSA)

Les sondages ont longtemps montré un large soutien aux politiques du New Deal. Bernie Sanders a canalisé ce soutien dans sa campagne présidentielle de 2016 au sein du Parti démocrate. Les travailleurs et les jeunes se sont ralliés à sa campagne, comme ils l'avaient fait avec Barack Obama en 2008, mais avec des objectifs politiques plus clairs.

Lorsque Trump a perdu le vote populaire mais remporté le collège électoral, des milliers de jeunes ont découvert le DSA sur Internet et y ont adhéré. Le nombre de membres du DSA est passé de 6 000 membres actifs en novembre 2016 à 79 000 en janvier 2021. Il est tombé à 51 000 pendant le mandat

de Biden, puis a de nouveau augmenté avec la réélection de Trump, atteignant 80 000 membres lors du dernier décompte.

Le DSA s'est déplacé vers la gauche. Il se définit comme anticapitaliste et socialiste, a clarifié sa position sur la Palestine, s'est éloigné de l'électoralisme au niveau local et national, et se concentre davantage sur le mouvement ouvrier, les droits des immigrants et la solidarité avec la Palestine. L'ancienne direction a perdu la convention de 2023 et a été remplacée. Aujourd'hui, son Comité politique national (NPC) dispose d'une majorité nominale de gauche.

Le problème politique le plus urgent pour le DSA est de rompre véritablement avec les démocrates, et non pas seulement de discuter de la nécessité de le faire. Une majorité de militants soutient ce qu'ils appellent une « rupture sale » : c'est-à-dire utiliser le bulletin de vote du Parti démocrate aujourd'hui pour préparer l'indépendance future. Dans la pratique, cela revient à ne pas rompre.

Avant Mamdani, l'électoralisme perdait du terrain au sein du DSA. Le succès de Mamdani a ravivé ces illusions, renforçant l'idée erronée selon laquelle occuper un poste équivaut à avoir du pouvoir. Pour dépasser cette idée, les militants du DSA devront se rendre compte que le mandat de Mamdani, élu sans qu'il y ait eu de montée du mouvement de masse, ne permettra pas de mettre en œuvre ses réformes.

Le DSA de Chicago a connu une expérience similaire en 2023, lorsque l'ancien enseignant et organisateur du Syndicat des enseignants de Chicago (CTU), Brandon Johnson, a été élu maire de la ville. La campagne était non partisane, il n'y avait donc aucun problème à soutenir un démocrate, mais il y avait un problème d'électoralisme. La plupart des militants du DSA qui ont fait campagne pour lui pensaient que l'élection de Johnson signifiait que *Johnson serait au pouvoir*. En moins d'un an, cette illusion s'est effondrée.

Lors du rassemblement massif « No Kings 2.0 » à Chicago, le 18 octobre, Johnson s'est exprimé en des termes très différents. Citant la célèbre remarque de W.E.B. Du Bois selon laquelle « le travailleur noir a gagné la guerre civile grâce à une grève générale qui a transféré le travail du planteur confédéré à l'envahisseur du Nord », Johnson a déclaré :

« Si mes ancêtres, alors qu'ils étaient esclaves, ont pu mener la plus grande grève générale de l'histoire de ce pays, en affrontant les méga-riches et les grandes entreprises, nous pouvons le faire aussi ! »

Ce n'est pas exactement un appel à la grève générale, comme l'affirment certains membres du DSA



et de la gauche, mais c'est très loin du « Votez pour moi et je vous libérerai ».

FAUT-IL INTERVENIR OU IGNORER ?

Certains socialistes révolutionnaires soutiennent que le DSA est trop réformiste pour être intéressant. Je comprends ce raisonnement, mais je ne suis pas d'accord. Quatre-vingt mille jeunes, pour la plupart des travailleurs, qui s'identifient comme socialistes, qui veulent construire un parti de la classe ouvrière. Ce sont des jeunes qui sont actifs dans leurs syndicats, dans le mouvement pour les droits des immigrants et en solidarité avec la Palestine, qui débattent de questions politiques et discutent de l'opportunité de franchir le pas décisif en présentant des candidats indépendants des démocrates. À mon avis, nous, les révolutionnaires, devons être présents.

La classe ouvrière américaine a besoin d'un parti révolutionnaire, mais les révolutionnaires sont encore loin de pouvoir le construire. Nous sommes peu nombreux et notre influence est limitée. Nous devons trouver des moyens d'entrer en contact avec les travailleurs et les jeunes militants. Avant tout, dans les syndicats et les mouvements sociaux. Mais aussi dans les espaces explicitement politiques. De l'extérieur, dans le cas de la campagne de Mamdani, et de l'intérieur, dans le cas du DSA, du moins c'est ce que je crois.

La stratégie pour construire un parti révolutionnaire est claire. La manière de procéder fait l'objet d'un débat, et pas seulement aux États-Unis. Le PSOL au Brésil, Die Linke en Allemagne, le Nouveau Front populaire en France, Your Party en Grande-Bretagne. Faut-il intervenir ou les ignorer ? Et si la décision est d'intervenir, faut-il le faire de l'intérieur ou de l'extérieur ? Le congrès de décembre 2025 de la Ligue internationale socialiste (LIS) en débattra en profondeur.



DSA : un pont vers un PARTI INDÉPENDANT ou L'AILE GAUCHE des démocrates ?

PAR VINCE GAYNOR

Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) sont devenus une organisation de masse pendant la campagne de Bernie Sanders en 2016. Des milliers de jeunes ont adhéré, inspirés par leur défense du socialisme démocratique et leur remise en question de l'establishment politique. Le DSA a connu une croissance rapide, atteignant plus de 80 000 membres à son apogée. Il est devenu la plus grande organisation socialiste que les États-Unis aient connue depuis près d'un siècle.

Bien que sa stratégie historique ait consisté à pousser le Parti démocrate vers la gauche, de nombreux membres de la gauche ont commencé à voir le DSA comme un pont potentiel vers la construction d'un nouveau parti des travailleurs.

Des secteurs qui ont fini par diriger une partie importante de l'organisation ont proposé la stratégie de la « rupture sale ».

Cela impliquait d'utiliser temporairement les bulletins de vote démocrates pour toucher un large public, tout en préparant une scission pour former un parti indépendant à une date indéterminée. Cependant, avec le temps, la « rupture sale » s'est perdue dans la pratique. Le DSA s'est davantage assimilé à la politique démocrate au lieu de s'en éloigner. En 2020, la plupart des personnalités élues soutenues par le DSA se sont présentées comme démocrates et sont restées au sein de la machine du Parti démocrate. Le DSA a de nouveau fait campagne pour Sanders, puis pour Biden contre Trump. Les membres du Congrès appartenant au groupe, tels qu'Alexandria Ocasio-Cortez et Rashida Tlaib, se sont alignés sur la politique progressiste du Parti démocrate, sans s'en éloigner.

La direction du DSA parle de « construire le pouvoir » au sein du Parti démocrate plutôt que de le quitter. Même les membres de l'aile gauche parlent rarement d'un plan concret pour l'indépendance. Le débat sur la « rupture brutale » a été remplacé par de vagues appels à former une « aile socialiste démocratique » au sein du parti.

Le retour de Trump à la Maison Blanche et la victoire de Zohran Mamdani aux primaires pour la mairie de New York ont donné un nouvel élan au DSA. On observe une recrudescence de l'activisme, davantage de débats internes et un rejet croissant des compromis du Parti démocrate dans certains secteurs. Cependant, cela n'a pas entraîné de rupture politique et l'organisation semble se consolider en tant qu'aile gauche du Parti démocrate.

Au lieu d'offrir un pont vers un parti indépendant, le DSA joue le rôle de réintégrer les militants radicalisés dans le Parti démocrate. Pendant ce temps, la polarisation politique et sociale croissante dans le pays est telle que des milliers de militants radicalisés considèrent déjà le DSA comme trop modéré et simplement comme faisant partie de l'establishment.

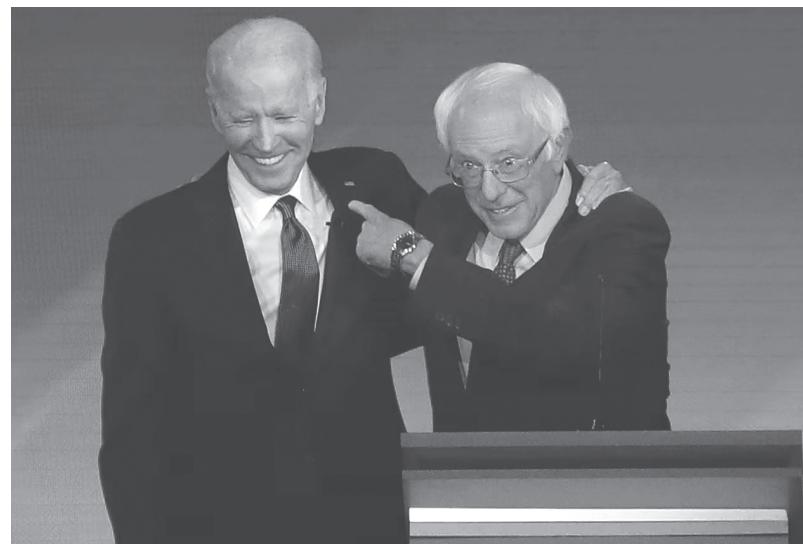
Les révolutionnaires d'aujourd'hui ne sont pas mieux placés pour changer l'orientation du DSA de l'intérieur que ceux qui ont tenté de le faire entre 2016 et 2020 dans des conditions beaucoup plus favorables. La perspective de construire nos propres rangs au sein du DSA ne semble pas non plus meilleure qu'il y a 5 ou 10 ans, lorsque de nombreux révolutionnaires ont modéré leur politique au lieu de se développer au sein du DSA.

Il existe de meilleures perspectives pour les révolutionnaires dans le regroupement d'organisations socialistes indépendantes de la classe, telles que la Plateforme d'unité de gauche, fondée en juillet par Tempest, Workers Voice, Socialist Horizon, Solidarity et Marxist Humanists. Cette coalition de défense mutuelle dirige le comité de défense de Tom Alter[1], discute d'une intervention coordonnée dans les luttes et a le potentiel de développer des niveaux plus élevés d'unité politique entre certains de ses membres.

Il existe également de bonnes perspectives pour un regroupement des révolutionnaires au sein d'une organisation unie plus forte, capable d'organiser de nombreux militants récemment radicalisés qui ne sont pas attirés par des alternatives plus modérées, comme l'explique la déclaration de Socialist Horizon « Pourquoi nous avons

besoin d'un parti révolutionnaire et comment le construire »[2].

En outre, la construction d'une organisation socialiste révolutionnaire indépendante plus forte peut influencer davantage le DSA ou des fractions de ses membres vers une rupture éventuelle avec les démocrates que ce que nous pourrions espérer réaliser à partir de ses structures actuelles.



Joe Biden et Bernie Sanders.

Dans le même temps, la gauche américaine se trouve dans un état dynamique et fluide, et pourrait changer de manière significative sous la pression de l'intensification des attaques et des luttes. Ne pas adhérer directement au DSA ne signifie pas cesser d'explorer différentes tactiques de collaboration et de travail conjoint avec le DSA et d'autres secteurs de la gauche dans divers domaines où cela peut avoir du sens.

Ce sont là des débats valables et importants qui devraient viser à produire les tactiques les plus appropriées à chaque moment pour la stratégie de construction du parti révolutionnaire dont nous avons besoin.

Les 8 et 9 novembre prochains, les différentes composantes de la Ligue socialiste internationale aux États-Unis, y compris Socialist Horizon, des membres de Tempest et d'autres socialistes, se réuniront à Chicago pour définir notre orientation dans la lutte contre l'offensive MAGA et pour promouvoir le regroupement révolutionnaire aux États-Unis et à l'échelle internationale.

[1] <https://defendtomalter.org/>

[2] <https://www.puntorojomag.org/2025/08/08/por-que-necesitamos-un-partido-revolucionario-y-como-construirlo-un-llamado-al-reagrupamiento-revolucionario/>

DIE LINKE : en route vers un PARTI qui ORGANISE la CLASSE OUVRIERE ?



« Nous sommes l'espoir ». C'est ainsi que commence la motion centrale de Die Linke, qui se veut plus qu'une simple affirmation et qui a été adoptée lors de la conférence du parti le 10 mai. Il y a un an, presque personne n'aurait prononcé cette phrase. Cependant, son succès aux élections nationales, sa position stable à 10 % dans les sondages et l'augmentation massive de ses membres à plus de 115 000 en mai 2024 (plus du double par rapport à avril 2024) expliquent ce regain d'optimisme. La plupart de ses nouveaux membres sont des jeunes et des femmes. Actuellement, 60 % des membres ont environ 35 ans ou moins et 44,5 % sont des femmes (contre 40 % il y a un an). Die Linke ne se propose pas seulement de « diffuser » cet espoir dans la lutte pour « un avenir au-delà de Trump, Merz et Musk », mais aussi de « l'organiser ».

PAR MARTIN SUCHANEK

Son succès politique aux élections nationales et sa croissance continue ont renforcé l'aile réformiste de gauche du parti, représentée par la présidente Ines Schwardtner (ancienne rédactrice en chef de *Jacobin Germany Magazin*) et la présidente du groupe parlementaire, Heidi Reichinnek. Ce changement dans la dynamique interne du parti s'est également exprimé lors de sa conférence. D'autre part, la droite traditionnelle, les « Regierungssozialisten » (« socialistes du gouvernement ») sont sur la défensive, même s'ils conservent leurs positions au sein de l'appareil. De plus, la scission de l'aile « campiste », populiste et raciste de Sarah Wagenknecht a attiré de nouveaux membres qui souhaitent un parti socialiste des travailleurs plutôt qu'un parti populiste. Bien que des termes tels que « classe » et « socialisme » n'aient pas joué un rôle déterminant pendant longtemps, le parti se fixe désormais pour objectif de construire un parti ouvrier, socialiste et de classe.

CHANGEMENT DE LA SITUATION POLITIQUE

La croissance de *Die Linke* reflète la recherche, par les travailleurs et les jeunes, d'une alternative politique aux partis traditionnels de « gauche » tels que le SPD, réformiste et social-chauvin de droite, et le Parti vert, complètement libéral et bourgeois. Cependant, bien que le parti reconnaîsse la crise mondiale profonde du capitalisme, il ne parvient pas à en comprendre les racines. Selon lui, ce n'est pas la résolution des contradictions internes du mode de production qui est à l'origine de la lutte pour la redistribution du monde entre les anciennes et les nouvelles puissances mondiales, de la montée de la droite, de la crise de la démocratie bourgeoise et de l'aggravation de la catastrophe environnementale. Pour *Die Linke*, le cœur du problème réside dans le néolibéralisme, l'absence de « régulation » et de « redistribution équitable ». Par conséquent, la tâche principale n'est pas de se préparer à renverser le système, mais de le « démocratiser ».

Comment y parvenir ? Comment empêcher les gouvernements « transformateurs » de gauche – comme le proposent les stratégies du parti – de mettre à nouveau en œuvre la politique néolibérale ? Sous le couvert d'un « gouvernement rebelle », telle est la « nouvelle » formule, heureusement remise en question, que *Die Linke* propose. Cependant, la plupart des dirigeants réformistes et des stratégies du parti, regroupés autour de leur groupe d'experts, la fondation Rosa Luxemburg, voient comme solution un « front populaire » avec les Verts et le SPD, les syndicats et aussi toutes les forces petites-bourgeoises et bourgeois « progressistes ».

Comme les stratégies du parti savent qu'un tel gouvernement se positionnerait rapidement contre sa propre base, l'idée serait de faire pression sur lui par le biais d'un mouvement ouvrier et de mouvements sociaux qui l'accompagnent mais qui fonctionnent également de manière « antagoniste », c'est-à-dire que *Die Linke* ferait partie du gouvernement et de l'opposition en même temps. Il s'agit en réalité d'une manière de dissimuler par la gauche sa stratégie réformiste classique. Toutes les expériences de situations d'intensification de la lutte des classes montrent que les gouvernements bourgeois et ouvriers (c'est-à-dire tout gouvernement composé uniquement de partis réformistes) et, plus encore, les gouvernements de front populaire, c'est-à-dire les coalitions de partis réformistes et ouvertement bourgeois et capitalistes, ne mettent pas en œuvre le programme de la classe ouvrière et des secteurs op-

rimés. Au contraire, ils défendent en fin de compte le programme de la classe dominante et son système contre les attaques « rebelles » ou même révolutionnaires de leur base.

Comme la direction et les stratégies de *Die Linke* considèrent que la politique communiste révolutionnaire est « dépassée », ils s'accrochent avec encore plus d'obstination à l'utopie réformiste.

Cela apparaît particulièrement clair lorsque l'on examine leur point de vue sur l'UE, la guerre et la paix, et la politique internationale en général. Tout comme la politique de *Die Linke* en Allemagne est, de bout en bout, celle de la démocratie bourgeoise, il en va de même pour l'UE au niveau européen. *Die Linke* continue de ne pas expliquer pourquoi l'UE, en tant que bloc impérialiste, devrait devenir un pionnier de la justice climatique, de la justice sociale et de la démocratie. Cela correspond toutefois au fait que ni l'Allemagne ni l'UE ne sont mentionnées comme des États ou des blocs impérialistes dans la résolution. Elle identifie les puissances mondiales agressives exclusivement en dehors de l'UE : à savoir la Russie de Poutine et les États-Unis de Trump.

Au niveau international, les positions de longue date de *Die Linke* sont pacifistes. En ce qui concerne le génocide à Gaza, la direction de *Die Linke* s'est distanciée du mouvement pendant près de deux ans et a même voté en faveur d'une série de motions réactionnaires et pro-sionistes au parlement allemand.

OPPOSITION DE GAUCHE

Cependant, les résolutions adoptées – au-delà de la motion principale et des controverses sur le réarmement et la Palestine – montrent également clairement que tout n'est pas resté identique. Il est possible de convaincre des milliers de nouveaux membres d'adopter une politique différente si nous parvenons à clarifier les contradictions et les limites du réformisme, tant dans la pratique que dans la théorie. La motion sur la définition de l'antisémitisme, qui a été adoptée contre la majorité de la direction du parti, en est la preuve. Dans plusieurs régions, des groupes de travail pro-palestiniens ont été créés, qui ont fait pression pour se prononcer et se mobiliser en faveur du mouvement de solidarité avec la Palestine. Lors de la manifestation de plus de 100 000 personnes en solidarité avec la Palestine le 27 septembre, des milliers de membres se sont mobilisés et, dans son discours, Inés Schwardtner, présidente du parti, a dû s'excuser pour le silence et le manque de sou-

tien du parti pendant deux ans. Il est évident que cette prise de position arrive avec un retard scandaleux, mais elle témoigne également de la pression exercée par le mouvement et au sein même de Die Linke, à laquelle la direction a déjà dû céder à deux reprises.

En outre, ils ont promis de réorganiser le parti. Dans cette optique, plusieurs priorités ont été identifiées en plus de l'activité des groupes locaux et des groupes de travail. L'objectif est de promouvoir l'organisation et la pratique syndicales sur les lieux de travail, en particulier dans les endroits où Die Linke est déjà fortement implanté, comme les hôpitaux. Die Linke a l'intention de lancer une campagne nationale pour limiter les loyers, de présenter des projets de loi à ce sujet au Bundestag et d'organiser une conférence d'action.

idéologique par laquelle les travailleurs expriment leurs intérêts dans le cadre du capitalisme, dans les limites du système. Il est le reflet politique de luttes économiques qui ne remettent pas en cause le système lui-même, mais qui, en fin de compte, le reproduisent. C'est l'une des raisons pour lesquelles le réformisme est si profondément enraciné malgré plus de 100 ans de trahison de classe. C'est aussi pourquoi il ne va pas révéler sa nature « tout seul », mais réapparaître sous diverses formes. Nous devons donc développer des tactiques concrètes contre le réformisme et intervenir dans les processus de réorganisation qui mobilisent des dizaines de milliers de personnes.

D'autre part, une orientation révolutionnaire au sein de Die Linke n'a de sens que si le réformisme est constamment critiqué et combattu dans la pratique. Ceux qui ne brisent pas cette illusion resteront prisonniers de ses limites. Sans cette critique, l'intervention révolutionnaire dans Die Linke est impossible et vouée à l'échec dès le départ. De plus, personne ne devrait se bercer d'illusions en pensant que le parti dans son ensemble est en passe de devenir un parti révolutionnaire. Au contraire, non seulement le réformisme est profondément enraciné dans son idéologie et dans sa pratique quotidienne – parlementaire, municipale et syndicale –, mais le parti, malgré toutes les volontés d'exercer un plus grand contrôle sur ses représentants parlementaires, est dominé non pas par ses membres, mais par un appareil solide. Personne ne devrait contribuer à l'illusion que même une partie significative de cet appareil, et encore moins sa majorité, puisse être partisane d'une politique révolutionnaire.

Ces 60 000 nouveaux membres appartiennent certes à différents secteurs du parti et, dans l'ensemble, espèrent que Die Linke contribuera réellement à freiner le virage à droite et à changer les conditions sociales. Ce processus ne peut pas et ne pourra pas se dérouler sans opposition, mais il donnera inévitablement lieu à des conflits au sein du parti sur diverses questions – l'antifascisme, la guerre, le réarmement, la Palestine, l'attitude envers la bureaucratie syndicale, etc. – qui devront être approfondis. Les principaux domaines d'action doivent être les suivants :

• **Lutte de classe contre le gouvernement**

L'objectif doit être de construire une large alliance de la classe ouvrière et des secteurs opprimés contre la crise qui **a)** se mobilise contre les attaques du gouvernement et **b)** lutte pour



Enfin, un débat a également lieu au sein de Die Linke sur la question de l'État, sa nature et les stratégies pour dépasser le capitalisme, remettant en cause la stratégie réformiste et populiste. Il s'agit là d'élaborations politiques importantes au sein du parti, des secteurs critiques de la classe ouvrière allemande et de la jeunesse radicalisée. Cela soulève donc une question pour tous les révolutionnaires qui ne souhaitent pas rester en marge : comment pouvons-nous gagner des militants enthousiastes pour faire de la politique révolutionnaire ?

QUE DEVONS-NOUS FAIRE, NOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES ?

Au lieu de rester en marge et de nous contenter avec arrogance de savoir que les réformistes allaient trahir la classe, nous devons chercher activement à ouvrir le débat au moment où la stratégie est discutée. Car le réformisme est, en définitive, une forme

des revendications concrètes, telles qu'un salaire minimum plus élevé ou la réduction du temps de travail pour l'ensemble de la société. Il doit être clair que le virage à droite ne peut être freiné uniquement en luttant pour des améliorations économiques, mais qu'il faut également intégrer des mobilisations antiracistes et une orientation internationaliste dans ces mouvements à travers des luttes communes afin de contribuer à surmonter leurs divisions. D'autre part, une autre question plus immédiate se pose : si nous sommes contre le gouvernement Merz, ***que souhaitons-nous réellement et comment y parvenir ?***

- **Pour une politique de lutte des classes dans la rue et dans les syndicats !**

La politique de *Die Linke* selon laquelle « chaque membre de *Die Linke* devrait également être membre d'un syndicat » est plus que bienvenue. Cependant, il ne suffit pas d'intégrer ses propres membres dans les syndicats ou de remplacer le SPD en tant que force dominante dans l'appareil syndical, pour finalement poursuivre les mêmes politiques de soutien de l'État qui font que des millions de camarades subissent des pertes salariales réelles ou ne tirent pas parti du potentiel des mouvements sociaux parce qu'ils ont peur de la grève. Au contraire, nous avons besoin d'un programme cohérent pour la démocratisation des syndicats, dont nous exposons les caractéristiques fondamentales dans notre programme d'action.

- **Pour un parti combatif, révolutionnaire et internationaliste !**

Cela implique d'utiliser *Die Linke* comme un champ de bataille, et non comme un objectif final, et de développer la conscience des limites de la politique réformiste et de la nécessité d'une rupture révolutionnaire. Cela implique de construire une fraction révolutionnaire au sein du parti, qui critique ouvertement son appareil tout en organisant une base politique socialiste. L'objectif n'est pas de recruter 10 membres pour une petite organisation qui nous est propre, mais de mener un combat de manière à ce que la question de la stratégie révolutionnaire soit discutée à un niveau supérieur, dans le but de faire réellement avancer les luttes. Cela n'est possible que si nous nous unissons et intervenons à plusieurs niveaux :

a) **Sur le plan programmatique** : en développant et en promouvant conjointement un programme d'action socialiste basé sur des revendications transitoires.

b) **Sur le plan organisationnel** : en construisant des structures suprarégionales de camarades ayant une perspective révolutionnaire, par exemple une plateforme politique.



c) **Sur le plan tactique** : en adoptant une position claire dans les conflits (par exemple, la Palestine, l'OTAN, la nationalisation), y compris des motions et des initiatives de changement et des contre-propositions aux résolutions de la conférence du parti.

Les députés de *Die Linke* Vinzenz Glaser, Cansin Köktürk, Charlotte Neuhäuser et Lisa Lizzy Schubert ont brandi le drapeau palestinien lors d'une session du Parlement allemand.

d) **En s'ancrant dans les luttes réelles** telles que les mobilisations antifascistes, les grèves, les manifestations de locataires, la participation aux propres projets du parti sur la question des loyers ou les initiatives sur les lieux de travail et dans les syndicats, la création de comités de grève et d'action dans les écoles, les universités et les lieux de travail.

Les fenêtres qui s'ouvrent pour permettre ces débats ne resteront pas ouvertes éternellement. Même si de nombreux membres sont aujourd'hui impressionnés par le succès et la cohérence du « nouveau » *Die Linke*, la question de l'objectif final du parti se posera sur tous les fronts de la lutte des classes : cogestion capitaliste ou révolution socialiste ? Il incombe aux socialistes de lutter là où il y a du mouvement et de montrer comment la révolution socialiste peut devenir réalité.

Royaume-Uni : « YOUR PARTY » RENCONTRE DES DIFFICULTÉS AVANT MÊME DE COMMENCER



PAR RONI TURUS

La tentative de Jeremy Corbyn et Zarah Sultana de fonder un nouveau parti a suscité l'enthousiasme dans un contexte de fragmentation et de démoralisation de la gauche. Cependant, les conflits de direction, les divisions idéologiques et l'inertie historique risquent de la compromettre. La classe ouvrière a besoin d'un projet politique indépendant.

La gauche anglaise, le mot « anglaise » étant ici utilisé intentionnellement pour la différencier d'autres régions telles que l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, est à la recherche d'un foyer depuis longtemps. Depuis le néolibéralisme de Margaret Thatcher et la défaite des mineurs, la gauche est fragmentée et réduite à un

petit groupe inefficace. Tout au long des années 1990 et 2000, dans le pire des cas, elle a suivi le Parti travailliste sur une voie plus sociale-démocrate malgré ses critiques. Dans le meilleur des cas, elle a tenté de transformer les mouvements syndicaux en mouvements combatifs et radicaux. Elle a échoué dans ces deux cas.

Cependant, lorsque Zarah Sultana et Jeremy Corbyn ont décidé de créer un nouveau parti, la porte légèrement entrouverte a donné un certain espoir et des perspectives à la gauche pour se réorganiser et se regrouper. Ce projet passionnant a galvanisé les gens et, en très peu de temps, 800 000 personnes ont déclaré leur intention de faire partie/de rejoindre le nouveau parti, appelé « Your Party ».

L'échec du Parti travailliste, la complicité des mouvements syndicaux avec celui-ci et l'absence

d'un mouvement ouvrier fort ont démoralisé les masses, empêchant l'ouverture de nouvelles voies pour la politique radicale et son regroupement.

Your Party pourrait-il ouvrir de nouvelles voies pour la classe ouvrière radicale et concentrer les attentes massives de la classe ouvrière dans cette nouvelle organisation ? Il semble que oui.

L'échec du Parti travailliste a ouvert la voie, depuis longtemps, à un nouveau parti de gauche. Le même Parti travailliste qui, depuis 1997, a courtoisé l'élite fortunée, les barons des médias de droite, comme Rupert Murdoch, tout en se rapprochant des néoconservateurs de Washington qui ont déclaré la guerre à l'Irak et à l'Afghanistan en violation des lois internationales.

Le Parti travailliste actuel est arrivé au pouvoir avec peu d'attentes et a échoué de manière retentissante en moins d'un an, même pour répondre aux plus modestes d'entre elles. Au contraire, les travaillistes se sont attaqués aux retraités, aux familles les plus pauvres et aux personnes handicapées. Ils ont même changé de cap par rapport à leurs promesses environnementales. Ils ont pris pour cible les immigrants lors d'opérations dans des restaurants et des magasins, où les immigrants sont généralement mal payés et travaillent sans aucune garantie sociale, pour ensuite les montrer à la télévision et dans les journaux afin de démontrer qu'ils seront plus sévères avec les immigrants que Nigel Farage ou toute autre personnalité.

Au niveau international, les travaillistes ont apporté leur soutien total au génocide en Palestine en fournissant des armes, du matériel, un soutien logistique et une crédibilité internationale à Israël. Ils ont saisi l'occasion d'une séance photo avec Trump, et obtenir son approbation est devenu un succès international, malgré les humiliations répétées de Trump.

En concurrence avec le parti réformiste d'extrême droite, le Parti travailliste tente de montrer ses dents, c'est-à-dire de démontrer qu'il peut se montrer plus sévère envers les immigrants afin d'apaiser Nigel Farage et ses partisans, tout en rassurant les entrepreneurs en ne votant pas le projet de loi sur les droits des travailleurs au Parlement et en répondant à Trump et à Israël sur la scène internationale.

Dans ces circonstances, le terrain est propice pour que la gauche s'unisse, mobilise ses forces et affronte les politiciens et les partis réactionnaires.

Tout cela semble être devenu possible avec le lancement de *Your Party*. L'enthousiasme, le débat



Jeremy Corbyn et Zarah Sultana.

politique, la participation progressive de certains syndicats, l'ouverture d'espaces pour les groupes opprimés, l'intégration des questions environnementales et de genre au cœur du programme, ainsi qu'une politique internationale équitable, semblaient être un pas dans la bonne direction.

Cependant, une question importante se pose : qui dirigera *Your Party* ?

Le 24 juillet, Zarah Sultana a annoncé qu'elle et Jeremy Corbyn cofondaient un nouveau parti politique provisoirement baptisé « *Your Party* ». Cependant, cette annonce a été accueillie avec froideur par Corbyn et son cercle restreint.

Des inquiétudes ont surgi au sein de l'équipe de Corbyn, qui craignait que Sultana ne cherche à dominer la direction du parti en la centrant sur elle-même et Corbyn. De son côté, Sultana craignait que l'entourage de Corbyn ne cherche à marginaliser son rôle dans la formation du parti. Elle s'est sentie obligée de rendre cette information publique afin de contrer ce qu'elle percevait comme une structure émergente de « leadership collectif » qui la marginaliseraient.

Malgré ces tensions, les deux parties ont temporairement mis de côté leurs désaccords en raison de l'intérêt considérable du public. Une trêve s'est donc installée pendant un certain temps.

Dans le même temps, les dirigeants syndicaux ont montré peu d'enthousiasme pour *Your Party*. Seule une poignée d'individus et de petits groupes indépendants, dont beaucoup militent depuis longtemps pour la création d'un nouveau parti politique, ont exprimé leur soutien. La réticence des principaux dirigeants syndicaux n'était pas surprenante, car beaucoup d'entre eux ont des liens politiques et personnels profonds avec le Parti travailliste. Il est peu probable qu'ils rompent ces liens de sitôt. Quelques-uns pourraient offrir un soutien symbolique ou faire des gestes pour contenir leurs membres de base, mais lorsqu'ils seront confrontés à la pression politique, la plupart devraient reculer et se rallier au Parti travailliste.

Cependant, au niveau local, certaines sections syndicales ont commencé à s'aligner sur une vision politique plus axée sur la classe. En particulier, des activistes du RMT (Syndicat national des cheminots, marins et travailleurs des transports), sans doute le syndicat le plus radical du Royaume-Uni, ont organisé une réunion intitulée « *Votre parti : quel est le rôle du RMT ?* ». Des discussions similaires ont eu lieu à la base, mais au niveau national, le mouvement syndical ne s'est pas encore engagé de manière significative dans le projet.

La gauche radicale, en revanche, s'est montrée plus enthousiaste.



Photo by Ian Forsyth, Stringer/Getty Images

Des groupes tels que le *Socialist Workers Party*, *Counterfire* et le *Socialist Party* ont soutenu l'initiative et se sont engagés à la développer. Le Parti communiste révolutionnaire est allé plus loin, déclarant son intention de rejoindre le parti et de le transformer en une avant-garde marxiste révolutionnaire.

Cela a toutefois provoqué des conflits internes. Certaines figures de la direction du Parti ont exprimé leur opposition à l'adhésion de membres de la gauche radicale, révélant ainsi les premières fissures dans l'unité du parti. La question de savoir qui pourrait adhérer a été reportée à des discussions ultérieures au cours de l'été.

Il existe également des divisions idéologiques entre les parlementaires en exercice impliqués dans le projet. Leurs points de vue divergent considérablement sur des questions clés telles que l'environnement, les droits des femmes, la classe sociale et la politique internationale. Il semble que la Palestine soit l'un des rares sujets sur lesquels les parlementaires en exercice s'accordent généralement. Cependant, même ce consensus se limite en grande partie à s'opposer au génocide en cours. La plupart de ces parlementaires ont évité les questions plus profondes et fondamentales, telles que le rejet du sionisme et les discussions importantes sur l'avenir des Palestiniens et des Juifs.

Certains parlementaires ont même des positions remarquablement conservatrices sur des questions telles que l'égalité des sexes, la crise environnementale, la classe sociale et la politique internationale. Ces divergences sont susceptibles de resurgir périodiquement et pourraient s'avérer profondément divisives.

YOUR PARTY : VOTRE PARTI ? NOTRE PARTI ? LE PARTI DE QUI ?

Ces tensions sous-jacentes ont atteint un point critique le 18 septembre 2025. Zarah Sultana et son équipe ont envoyé des invitations officielles d'adhésion à ceux qui avaient manifesté leur intérêt pour *Your Party*. À peine 20 minutes plus tard, Jeremy Corbyn a publiquement désavoué cette initiative, qualifiant les invitations d'« non autorisées » et affirmant qu'il sollicitait un avis juridique. Le parti a également signalé l'incident au Bureau du commissaire à l'information.

En réponse, Sultana a accusé Corbyn et d'autres parlementaires de diriger un « club de messieurs sexistes » dans le but d'exclure les femmes du processus de création du parti. Elle a affirmé avoir été délibérément marginalisée par les membres du groupe de travail du parti et a annoncé qu'elle sollicitait un avis juridique sur ce qu'elle a qualifié d'accusations diffamatoires visant à la discréditer. Ce qui

avait commencé comme une initiative anti-establishment semblait désormais se transformer en une série de litiges juridiques et bureaucratiques. Si ce n'était pas aussi tragique, ce serait comique.

Au milieu de ce chaos, un nouveau groupe appelé *Our Party* a vu le jour, exigeant que la direction soit transférée à un comité de transition composé d'un secrétaire général syndical, d'un avocat du mouvement social et d'un représentant du mouvement climatique. *Our Party* tentait désormais de prendre le contrôle de *Your Party*.

POURQUOI TOUT A-T-IL MAL TOURNÉ ET QUELLE EST LA SUITE ?

Ce qui avait commencé comme une tentative audacieuse de construire une nouvelle alternative de gauche est désormais en proie à des luttes internes, des menaces juridiques et des divisions idéologiques. Sans structure démocratique claire, sans approche unifiée de la direction et sans transparence concernant ses membres et sa direction, le projet risque de s'effondrer avant même d'avoir vraiment commencé.

Le problème central auquel est confronté le nouveau parti semble être celui de sa direction, plus précisément qui le dirigera et comment les membres pourront influencer son orientation. Pour être une véritable force de changement, le parti doit mettre l'accent sur les voix et les expériences de la classe ouvrière, des jeunes, de la communauté LGBTQ+, des militants écologistes, des mouvements internationnalistes, des groupes opprimés et des femmes.

Pour survivre et prospérer, le parti doit dématérialiser sa structure de direction et ses processus décisionnels. Il devrait établir des règles d'adhésion transparentes et démocratiques et encourager un espace de débat ouvert et fondé sur des principes concernant son orientation politique.

L'alternative consiste à laisser le parti entre les mains d'un petit groupe de parlementaires privilégiés, dont beaucoup ne parviennent pas à s'entendre sur des questions fondamentales qui touchent la majorité de la population de ce pays. Sans la participation active des groupes mentionnés ci-dessus, *Your Party* risque d'être en proie à des conflits internes, certains aussi absurdes et dramatiques qu'une tragédie grecque.

Il n'est pas nécessaire de créer une deuxième version du Parti travailliste. Ce projet doit être fondamentalement différent, sinon il risque de devenir insignifiant avant même d'avoir commencé.

YOUR PARTY et la lutte pour UNE POLITIQUE EN FAVEUR de la CLASSE OUVRIÈRE

PAR KD TAIT



À l'heure actuelle, l'humeur en Grande-Bretagne est marquée par un sentiment général de désespoir : l'épuisement dû à l'austérité, les travailleurs poussés à bout et des générations entières manipulées pour accepter ce déclin.

Les familles de travailleurs, les jeunes et les secteurs opprimés qui voyaient autrefois le Parti travailliste comme une sorte de protection contre les attaques de l'offensive néolibérale le considèrent aujourd'hui comme le garant de l'austérité, du militarisme et du génocide à Gaza.

Dans ce contexte particulier, le nouveau parti

de gauche que Jeremy Corbyn et Zarah Sultana sont en train de former a suscité beaucoup d'enthousiasme, qui doit être canalisé vers une tâche fondamentale : forger un parti engagé non seulement dans une politique socialiste, mais aussi dans la méthode de transformation socialiste enracinée dans le développement du pouvoir organisé de la classe ouvrière dans nos communautés, nos syndicats et nos mouvements sociaux.

Si Corbyn est connu au niveau international comme l'ancien dirigeant du Parti travailliste, Sultana elle-même a été élue pour la première fois à la Chambre des communes en décembre 2019 et a exercé en tant que députée indépendante depuis septembre de l'année dernière. Cela fait suite à la révocation par le groupe travailliste au Parlement de son statut de députée officielle du parti pour



avoir voté en faveur de la suppression de la limite de deux enfants pour bénéficier des prestations sociales. À l'époque, elle avait déclaré qu'elle « le referait » et avait accusé le gouvernement de faire souffrir délibérément les personnes handicapées. L'Alliance indépendante comprend quatre autres parlementaires indépendants, appelés « indépendants de Gaza », dont aucun n'a d'antécédents travaillistes ou de politique de classe.

UN DÉBUT PROMETTEUR... ET ENSUITE ?

Le lancement de *Your Party* a suscité un véritable enthousiasme. Après des années de défaites, de trahisons et de démoralisation, il a fait naître l'espoir d'une véritable alternative. La colère dans les rues, sur les lieux de travail et parmi les jeunes montre à quel point le besoin d'un parti de masse de la classe ouvrière est réel et urgent. Contre l'austérité, la guerre impérialiste et la menace croissante de l'extrême droite, un tel parti pourrait devenir l'arme dont notre classe a besoin.

Même si **seulement** une fraction d'entre eux devenait des membres actifs du parti, cette formation politique provisoirement appelée *Your Party* pourrait marquer une rupture historique de la gauche avec le travaillisme. Notre tâche est de rompre non seulement avec le Parti travailliste, mais aussi avec le travaillisme, et d'avancer vers le socialisme révolutionnaire.

DIFFAMATION DÉMORALISANTE

De grands efforts sont déployés pour l'empêcher. Cependant, ceux qui pensent que ce sont les campagnes de dénigrement de la presse bourgeoisie qui empêchent le parti de se consolider *se trompent*. Ces dernières semaines, Corbyn et Sultana ont tout fait pour saboter ce nouveau projet, et la situation semble pire que n'importe quelle *Guerre des Roses*.

Si l'on savait dès le début que Corbyn n'était pas satisfait de l'initiative de Sultana, les disputes se sont intensifiées à la mi-septembre. Après des années d'un silence interminable, Sultana a envoyé une invitation par courrier électronique avec un lien vers les cotisations du parti. Corbyn et d'autres ont souligné que le portail n'était pas autorisé, ont demandé à leurs partisans de retirer leurs paiements et ont critiqué le fait que les données aient été collectées sans coordination préalable. En réponse, Sultana a accusé Corbyn et son entourage de l'avoir exclue et a évoqué un « club de hommes sexistes ». Pendant une courte période, les deux parties ont menacé de faire appel à des avocats, mais Sultana a ensuite annoncé qu'elle s'abstiendrait d'engager des poursuites judiciaires « en signe de bonne volonté » afin de continuer à œuvrer pour une structure démocratique.

Les différences entre les deux sont floues. Cependant, il est clair que Sultana, en déclarant le Parti travailliste « mort » et en prenant l'initiative de lancer le parti, s'oppose à Corbyn qui, dans le meilleur des cas, favorise une coalition électorale de députés et de conseillers municipaux qui agirait en faisant pression sur les travaillistes sans cristalliser une division au sein du mouvement.

DIVISIONS PAR LE HAUT

Pour toutes ces raisons, la division entre Jeremy Corbyn et Zarah Sultana provoque une grande confusion et une grande colère parmi les partisans de *Your Party*. Les sections locales, qui se sont multipliées dans tout le pays, sont désormais confrontées à un dilemme : la paralysie ou un débat sérieux sur la voie à suivre. La tâche urgente consiste à se réunir, à discuter et à se coordonner, sans attendre que les « dirigeants » en guerre règlent leur différend.

De nombreux partisans de *Your Party* seront naturellement enclins à défendre les principes de Sultana. Mais la réalité est qu'aucune des deux parties ne donne d'explication concrète sur la manière dont elles envisagent le programme et la stratégie d'un nouveau parti qui rompt clairement avec le travaillisme ou le soi-disant « écopopulisme » du nouveau dirigeant du Parti vert, Zack Polanski.

Au contraire, leurs méthodes ont dès le début consisté à se surpasser bureaucratiquement les uns les autres, puis à faire appel à leurs avo-

cats. Cette division n'est que le résultat prévisible d'un projet verticaliste conçu dans les couloirs de Westminster et soutenu par des cliques de conseillers.

Avec les Verts sous une nouvelle direction de gauche et les dirigeants syndicaux qui ne ressentent aucune pression pour se séparer du Travaillisme, un nouveau parti de gauche a la responsabilité de donner une réponse claire sur les raisons pour lesquelles ni le réformisme social-démocrate ni l'environnementalisme vert de la classe moyenne ne peuvent apporter de solutions fondamentales à la classe ouvrière.

POPULISME SANS DÉMOCRATIE

Cependant, ce qui est sur la table, c'est le projet électoral populiste de James Schneider (« Progressive International » et ancien conseiller de Corbyn), qui manque de démocratie réelle, de structure ou de responsabilité, et liquide délibérément l'organisation de la classe ouvrière en la transformant en une masse atomisée d'individus. Ni Corbyn ni Sultana ne se sont opposés à ses propositions antidémocratiques pour organiser la conférence.

Le courriel du 15 septembre affirmait que « des milliers » de délégués seraient « élus » par tirage au sort pour la conférence inaugurale en novembre, apparemment afin de garantir une composition équilibrée en termes de genre, de région et d'expérience. Selon le courriel, ces délégués ont « une grande responsabilité : débattre des documents fondateurs, présenter des amendements et les voter lors de la conférence ». La décision finale appartient à tous les membres, via un système en ligne basé sur le principe « un membre, une voix ».

Nous savons déjà que Corbyn n'est pas favorable à l'idée de rendre des comptes aux militants. En tant que dirigeant travailliste, il s'est opposé à la réélection obligatoire des parlementaires, aux budgets sans coupes budgétaires, a ignoré les votes de la conférence qui ne lui plaisaient pas et a livré les antisionistes aux loups dans la chasse aux sorcières contre de prétendus antisémites. Lorsque *Momentum* a menacé de devenir un vecteur démocratique pour l'organisation de base, lui et ses alliés l'ont fermé. Ils ont centralisé le pouvoir, marginalisé les sections et mis fin au débat au nom de « l'unité ».

Il en a résulté la démobilisation et la destruc-

tion du mouvement même qui l'avait porté à la tête du parti. Cette même hostilité envers la démocratie de base se retrouve dans *Your Party*, désormais déguisée sous le mécanisme « *un membre, une voix* ».

« *Un membre, une voix* » n'est pas une forme d'autonomisation, mais une façade permettant à quelques-uns de diriger. Les dirigeants décident des questions sur lesquelles les membres peuvent voter. Cela atomise les militants en individus passifs, tandis que ceux qui disposent de tribunes parlementaires ou médiatiques ont l'hégémonie. La véritable démocratie, ce sont les sections, les délégués et le droit de débattre et de révoquer, et non les bulletins de vote en ligne imposés par le haut.

UNE QUESTION DE POUVOIR

Il ne s'agit pas d'une question technique, mais d'une stratégie de classe. On ne peut pas retirer le pouvoir aux multimillionnaires uniquement par des manœuvres parlementaires. Même si un parti de gauche remportait la majorité au parlement, la classe dominante résisterait par le biais des médias, des tribunaux, de l'armée et de la police. La lutte exige une classe ouvrière organisée et militante, et non un soutien électoral passif.

C'est pourquoi les raccourcis populistes sont si dangereux. Le danger n'est pas que *Your Party* soit « *trop radicalisé* », il faut qu'à travers une politique de classe, il liquide le populisme vide de sens, en remplaçant les porte-parole célèbres par une véritable organisation de la classe ouvrière.

Malgré tout, les éléments nécessaires à la construction d'un véritable parti existent : la solidarité avec la Palestine, une vague de grèves, des communautés qui défendent les demandeurs d'asile, des jeunes radicalisés par la culture et les mobilisations. Le potentiel est immense. Quelques milliers de militants organisés et ancrés dans ces luttes valent bien plus que 800 000 signatures sur Internet.

OUR PARTY EN « VOYAGE À JÉRUSALEM »

L'initiative en ligne *Our Party* a été présentée comme un renouveau issu de la base. En réalité, elle ressemble davantage à une fraction non déclarée, qui recycle le même modèle défaillant avec un vernis démocratique.

Une « équipe de transfert » désignée par des responsables syndicaux, des avocats et des militants « de confiance », qui ne rendent de comptes à personne, supervisera les élections « un membre, une voix » pour un comité des fondateurs. Les sections sont complètement ignorées. On ne sait pas qui rédigera les documents de la conférence, les amendements seront sélectionnés sur Internet et les délégués seront choisis par tirage au sort. Ce n'est pas de la démocratie de base. Ce sont de pures illusions. Moins démocratique que la conférence du Parti travailliste !



C'est simple : ni le camp de Corbyn, ni la faction de Sultana, ni *Our Party* ne représentent une voie à suivre. Les deux s'accrochent à la même formule qui a échoué : populisme descendant, référendums sans débat et électoralisme sans lutte.

LA VOIE À SUIVRE

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'un autre parti fantôme ou d'une guerre de clans, mais d'un véritable parti des travailleurs ancré dans les lieux de travail, les communautés et les rues, un parti qui se construit à partir des luttes vivantes de notre classe. Cela signifie se tourner vers l'extérieur pour construire un parti à travers la lutte contre le fascisme, l'impérialisme et l'austérité.

Les sections de *Your Party* doivent prendre l'initiative d'organiser ces luttes dès maintenant. Nous proposons les points de départ suivants :

- **Un front uni des travailleurs contre le fascisme et pour la défense des migrants.** Nous organiser dans nos communautés, nos écoles

et nos lieux de travail. Ne pas dépendre de la police ou des tribunaux : autodéfense des travailleurs et des jeunes.

- **Action directe massive pour rompre les liens avec le génocide sioniste.** Occupations, blocages, boycotts et actions ouvrières contre Israël et la vente d'armes.
- **Une mobilisation nationale contre le budget d'austérité.** Lutte pour un programme d'urgence des travailleurs : gel des loyers, contrôle des prix, propriété publique de l'énergie et du logement, imposition des riches pour financer les emplois et les services.

La redistribution du pouvoir et de l'influence des dirigeants et de leurs partisans ne dépendra pas de l'envoi de lettres les suppliant depuis la base. Suivant le principe selon lequel la classe ouvrière n'a pas besoin de « sauveurs au sommet », nous pensons que les sections devraient exiger l'accès aux ressources et aux informations des membres afin de contacter les militants dans leurs régions et, sans demander la permission :

- Élire deux délégués chacun pour les conférences régionales, qui à leur tour peuvent élire des délégués pour un comité démocratique d'organisation des conférences.
- Exiger une conférence nationale souveraine des délégués des sections pour décider de la politique et élire leur direction.

C'est la démocratie dont nous avons besoin : une démocratie qui donne du pouvoir aux militants dans la lutte et qui oblige les dirigeants à rendre des comptes dans la pratique.

La division entre Corbyn et Sultana est une preuve suffisante que les projets populistes imposés d'en haut conduisent à la paralysie et à la trahison. Mais si ne serait-ce qu'une fraction des 800 000 adhérents et des dizaines de sections choisissent la voie de la lutte des classes et de la démocratie de base, ce sera un véritable pas en avant, qui vaut la peine d'être défendu.

La réponse à *Your Party* montre que le moment est venu de proposer une alternative au Parti travailliste, un parti qui lutte pour les intérêts de la classe ouvrière. Allons-y, créons-le !

De la Ligue communiste au NPA, HISTOIRE D'UNE DÉRIVE



Cette reconstruction critique de la Ligue communiste (LC) et du Secrétariat unifié (SU) retrace un demi-siècle de revirements, de ruptures et de capitulations d'un courant qui, né comme expression du trotskisme révolutionnaire, a fini par se dissoudre dans l'opportunisme. Nous nous concentrerons sur le surgissement (2009) et la dérive du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), qui s'est soldé par une rupture (2022) dont sont issues : le NPA-A, comme continuité opportuniste, et deux nouvelles organisations révolutionnaires, le NPA-Révolutionnaires et Révolution Permanente (RP). Nous abordons ici les anciennes polémiques et les nouveaux débats qui ont émergé dans le feu des processus politiques et de la lutte des classes.

PAR GÉRARD FLORENSON

Selon Lénine, le gauchisme est la maladie infantile du communisme. Nous pouvons ajouter que l'opportunisme est sa maladie sénile. Cependant, les enfants grandissent et apprennent, et les maladies infantiles guérissent généralement ; en revanche, les personnes âgées ne rajeunissent pas et, sauf dans certains cas individuels, les opportunistes, les anciens révolutionnaires qui ont renoncé à la révolution, ne reviennent pas aux convictions de leur jeunesse. Marqués par leurs propres échecs, car pour eux c'est « minuit dans le siècle » (1), ils s'accrochent aux formules illusoires des réformistes de toujours et leur offrent leurs services dans l'espoir que ceux-ci, reconnaissants, leur laisseront une place à la table des grands, où se discute la répartition des sièges.

Cela mérite quelques rectifications linguistiques ; de la « reconstruction du mouvement

ouvrier sur de nouveaux axes », on est passé aux appels à une nouvelle union de la gauche. Une fois les frontières de classe oubliées, on accepte sans protester le retrait honteux des candidats du Nouveau Front Populaire (NFP) du second tour des élections législatives de 2024, ce qui permet aux élus de la droite prétendument républicaine de conserver leurs sièges, sous prétexte, bien sûr, de vaincre les fascistes.

LA LIGUE COMMUNISTE (PUIS LCR), PILIER DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE (SU)

Il faut remonter à la période précédant la fondation de la Ligue communiste en 1969 pour retracer une partie de l'histoire de la Quatrième Internationale (Secrétariat unifié) en France.

En 1952, après l'expulsion par Pablo de la majorité du Parti communiste internationaliste, la minorité de ce parti applique la ligne entriste au sein du Parti communiste français (PCF). La répression de la révolution hongroise en 1956 provoque des ruptures et des démissions au sein du parti stalinien, et le rapport Khrouchtchev, initialement camouflé par les dirigeants du PCF, suscite des débats internes. Cependant, c'est la politique timide du parti pendant la révolution algérienne qui a bouleversé l'Union des étudiants communistes. Lorsque le PCF a appelé à la « paix en Algérie » sans soutenir la revendication d'indépendance, les jeunes se sont placés en première ligne des manifestations contre l'envoi de soldats du contingent pour réprimer les insurgés, avec lesquels ils sympathisaient, et certains ont même participé au soutien concret du Front de libération nationale (FLN). Et lorsque le parti communiste décide de soutenir au premier tour des élections présidentielles de 1965 le politicien bourgeois François Mitterrand, impliqué dans la répression des nationalistes algériens, les jeunes sont à nouveau en première ligne pour protester contre ce scandale.

Un autre test décisif pour les jeunes révolutionnaires est le soutien à la révolution vietnamienne, qui provoque d'énormes manifestations dans la plupart des pays, y compris aux États-Unis. Ils participent avec d'autres courants et personnalités au Comité Vietnam National, ce qui dérange le PCF, toujours réticent à ce qui n'est pas sous son contrôle et désireux de limiter les slogans à « Paix au Vietnam » et non à « Victoire du FLN ».

Les militants du Parti communiste internationaliste (PCI) – parmi lesquels Alain Krivine – profitent de cette situation de crise de la direction stalinienne, combinée à la radicalisation de larges secteurs de la jeunesse scolarisée, pour construire un courant marxiste révolutionnaire au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC). La direction du PCF réagit en les excluant, se débarrassant par la même occasion des « Italiens » (2), militants étudiants qui souhaitaient une véritable remise en cause du stalinisme, et de ceux qui sympathisaient avec le maoïsme.

En 1966, les militants trotskistes expulsés fondent la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), qui compte initialement 150 militants, principalement des lycéens et des étudiants, et se développe jusqu'à en organiser 300 au début du mois de mai 1968. Cet article ne revient pas sur la grève générale de cette année-là, mais le dynamisme de la JCR et son engagement lui permettent de se renforcer et de gagner une grande influence auprès de la « génération de mai », qui connaîtra successivement la trahison du PCF (et de la direction de la CGT, qui était sous son contrôle) et l'intervention militaire de l'URSS et de ses satellites pour liquider le « Printemps de Prague ». Une jeunesse radicalisée émerge avec force à gauche du PCF, continue d'exprimer son soutien à la lutte du peuple vietnamien et sympathise avec Cuba, qui lui semble incarner un autre communisme, combatif et internationaliste, dont le symbole était Che Guevara, assassiné par la dictature bolivienne.

Le gouvernement gaulliste ayant dissous le PCI et les JCR, ainsi que d'autres organisations d'extrême gauche, l'option de la clandestinité est écartée pour tirer parti de la publication du journal « Rouge » qui revendiquait sa couleur face au drapeau tricolore des staliens, et de la constitution de cercles autour du journal dans la perspective de créer un parti révolutionnaire.

La décision fut prise de fusionner les JCR avec le PCI et d'affilier la nouvelle organisation à la Quatrième Internationale. La Ligue communiste (3) fut fondée en avril 1969 et subit immédiatement une petite scission de militants issus des JCR qui refusaient de s'affilier à la IV^e au nom d'une ouverture à d'autres courants révolutionnaires mondiaux.

La Quatrième Internationale (également appelée Secrétariat unifié - SU) se trouve ainsi



renforcée par une section beaucoup plus importante que le PCI, bien implantée parmi la jeunesse et qui lui fournit de nouveaux dirigeants.

Il convient de noter que le SU de l'époque comptait dans ses rangs le Parti socialiste des travailleurs (SWP) des États-Unis, qui avait gagné de nombreux militants et de l'influence dans le mouvement anti-guerre, des partis d'Amérique latine et des organisations d'Europe, dont certaines non négligeables comme en Suisse, en Belgique et en Espagne, où la LCR luttait clandestinement sous le franquisme, et d'autres plus marginales comme en Italie où dominaient les groupes maoïstes. Certaines d'entre elles non négligeables comme en Suisse, en Belgique et en Espagne, où la LCR luttait clandestinement sous le franquisme, et d'autres plus marginales comme en Italie où dominaient les groupes maoïstes et surtout les autonomes, ces derniers ayant une forte base ouvrière.

Le SU de l'époque était très différent de sa caricature actuelle. Cependant, la majorité de sa direction, dont la Ligue était devenue un pilier, faisait preuve d'un suivisme envers les directions petites-bourgeoises et stalinien des mouvements révolutionnaires, répétant ainsi les erreurs politiques de Michel Pablo. Ainsi, la Ligue communiste manifestait en scandant les noms de Ho Chi Minh et Che Guevara, oubliant que le premier avait assassiné les trotskistes vietnamiens, et dans l'une de ses brochures, elle considérait que Cuba, le Vietnam et la Corée

du Nord (4) pouvaient constituer un nouvel axe communiste non aligné sur les modèles chinois et soviétique. Et au sein du « front révolutionnaire indochinois » (5), elle valorisait la radicalité des Khmers rouges.

POUR LA LIGUE, TOUT CE QUI BOUGE EST ROUGE !

Il y a deux constantes dans les positions de la Ligue à cette époque. La première est la confusion entre les mouvements de masse et leurs directions, stalinien ou petites-bourgeoises. Critiquer ou, pire encore, dénoncer ces directions reviendrait à refuser de soutenir les processus révolutionnaires. La liste est longue, du Parti communiste vietnamien aux sandinistes, en passant par beaucoup d'autres, on cherche en vain la moindre mise en garde et on continue d'attendre une véritable autocritique.

Mais le deuxième critère est celui de la lutte armée, et cela prime sur toute caractérisation du programme. Il n'est pas surprenant que les dirigeants de la Ligue, ainsi que la majorité de la direction de la IVe Internationale (SU), dont ils étaient devenus le moteur en raison de leur place en France, se soient engagés dans la ligne catastrophique de la guérilla dans plusieurs pays, notamment en Argentine avec le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) et son bras armé, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), et en Bolivie, où il fallait reprendre le

Ernest Mandel,
dirigeant historique du SU, lors d'une conférence.



flambeau du Che en constituant des « foyers » de guérilla dans les zones rurales. Cette orientation tournait le dos à la construction de partis au sein de la classe ouvrière. Théorisée par Livio Maitán (6), elle a été entérinée par le congrès mondial de l'US en 1969.

D'autre part, leur vision gauchiste empêchait les dirigeants du SU de saisir les opportunités qui s'ouvraient au mouvement ouvrier pendant les brèves périodes de réformisme militaire (Velasco au Pérou, Torres en Bolivie) et de comprendre immédiatement l'importance de l'Assemblée populaire en Bolivie (octobre 1971), car, selon eux, le continent était condamné à des dictatures réactionnaires.

Cette orientation a été combattue par une forte minorité du SU, regroupée autour du SWP et du courant dit « moréniste ». Nous incluons un lien vers un texte fondamental de ce groupe, la Tendance léniniste trotskiste (TLT) (7). Il n'y a rien d'autre à ajouter, si ce n'est cette constatation : lors du 18e congrès mondial du SU-QI qui s'est tenu en février 2025, la Bolivie n'était pas représentée et l'Argentine ne l'était que par deux petits groupes.

Tupamaros, FPL (El Salvador), FPLP (Palestine), IRA, ETA : la lutte armée reste le critère principal, indépendamment du programme. De toute évidence, les dirigeants de la Ligue ignorent l'existence du réformisme armé et continuent de confondre solidarité

contre la répression étatique et soutien politique acritique.

NOUVELLE PÉRIODE ET OCCASIONS MANQUÉES

Il convient tout d'abord de souligner la spécificité de la France, où le mouvement trotskiste comptait jusqu'à il y a quelques années trois organisations assez importantes : la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Lutte ouvrière (LO) et l'Organisation communiste internationaliste (OCI - lambertiste) - avec une implantation syndicale, des résultats électoraux significatifs (10 % aux élections présidentielles de 2002) et des élus (5 députés européens de la LCR et de LO en 1979, plus des conseillers régionaux et municipaux). En Europe, on observe des situations comparables en Grande-Bretagne et en Irlande (organisations issues de la tendance Militant) et en Suisse francophone avec Solidarités, groupe sympathisant de la SU, mais pas en Allemagne, en Italie, en Belgique ni en Suède. Dans d'autres pays, les sections du SU sont intégrées dans des organisations antilibérales, réformistes plus ou moins radicales.

LO et la LCR ont alors éludé leurs responsabilités. LO a rapidement renoncé à son appel à un nouveau parti lancé en 1995 après les 5,2 % des voix obtenus par Arlette Laguiller aux présidentielles pour revenir à sa ligne sectaire

et ouvrière traditionnelle et, se considérant comme la seule tendance prolétarienne, fustiger les petits bourgeois de la Ligue qui se dispersent dans des luttes secondaires (écolos, féministes, antiracistes, etc.). Paralysée par l'effondrement de l'URSS (8) et la marginalisation du PCF, incapable de comprendre la dynamique des printemps arabes et autres insurrections populaires, LO est plus que défaite sur la situation mondiale. Selon eux, les révolutionnaires ne peuvent que serrer les rangs, tenter de diffuser leurs idées (propagande souvent abstraite) en attendant des jours plus favorables. (9)

Face aux mêmes événements, la LCR a pris une autre voie. En cinq décennies, la France a connu la reconstruction du PS, qui a abouti à l'élection de Mitterrand en 1981, puis sa longue crise, qui a conduit à sa quasi-disparition organisationnelle. Le PCF, qui était avec le PCI le plus puissant d'Europe occidentale, contrôlait la CGT et était bien implanté dans le syndicalisme enseignant, s'est effondré. À l'inverse, de nouveaux mouvements sociaux ont vu le jour ou se sont développés, et le libéralisme économique, qui semblait s'imposer après la disparition des « démocraties populaires » (la fin de l'Histoire selon certains), a été de plus en plus remis en question par des manifestations massives et des contre-sommets opposés au G7, au G8, au G15, etc. ATTAC, la Fondation Copernic et d'autres organisations ont synthétisé ce rejet du libéralisme sans remettre totalement en cause le capitalisme, avec l'illusion de pouvoir le contrôler, voire le civiliser. La défense de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont devenues des questions cruciales, en particulier chez les jeunes, avec des illusions réformistes, voire moralistes, qui pouvaient se combiner avec des actions violentes. Les partis réformistes et les bureaucraties syndicales, en déclin, ont tenté de prendre le train de ces mouvements en marche sans être capables de les contrôler.

Contrairement à LO et aux lambertiens, la LCR a compris l'importance des nouveaux mouvements sociaux et s'est engagée à leurs côtés. Malheureusement, avec la plupart des sections du SU (10), elle a reproduit à l'envers les graves erreurs de sa période gauchiste et guérillero. Lula, puis Chávez et Evo Morales ont remplacé Che Guevara...

LE VIRAGE VERS LES « PARTIS LARGES »

De congrès en congrès, la LCR et le SU ont fait de cette formule un élément fondamental de leur politique pour la France et pour la plupart des pays, caricaturant les autres orientations. En résumé, ceux qui n'adhèrent pas au mot d'ordre du « parti large » sont des sectaires qui s'attachent à maintenir en vie des groupuscules isolés et déconnectés de la réalité. Ce qui aurait pu être une tactique, une médiation vers la construction d'un parti révolutionnaire, est devenu une incantation et l'écran du pire opportunitisme.

Clarifions cela. Non seulement nous ne préconisons pas la constitution de « partis étroits » et centrés sur eux-mêmes, mais nous pensons que les partis véritablement révolutionnaires peuvent gagner des forces militantes et une influence significative dans le mouvement ouvrier. On peut bien sûr penser au parti bolchevique ou aux spartakistes, mais les trotskistes ont également été capables de construire des partis nombreux et influents. Deux exemples : le LSSP au Sri Lanka et le POR en Bolivie. Analyser les raisons de leur échec dépasse le cadre de cet article, mais il s'agit évidemment de raisons d'orientation politique et non du fait qu'ils n'étaient pas des « partis larges » au sens du SU. Et les organisations trotskistes argentines ont constitué un front électoral, le Front de gauche et des travailleurs – Unité (FIT-U), qui remporte quelques succès.

La question des médiations est une autre affaire. Il est absurde de vouloir imposer la même tactique dans tous les pays, indépendamment des conditions politiques, des opportunités qui se présentent et des forces du ou des groupes révolutionnaires. Si des « sections entières » de partis ouvriers réformistes, ou même de partis radicaux petits-bourgeois, se séparent et cherchent une issue à gauche, il est tout à fait concevable (et même inévitable si l'organisation révolutionnaire compte peu de militants) de rejoindre le nouveau parti. Si l'on prend l'exemple du Brésil où, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, les partis bourgeois, conservateurs et libéraux, se sont succédé au pouvoir entre deux dictatures militaires, les trotskistes ont eu raison d'essayer de créer un parti des travailleurs avec des syndicalistes combatifs, puis de l'abandonner pour tenter de former le Parti socialisme



et liberté (PSOL) lorsque le Parti des travailleurs (PT) de Lula s'est consolidé en tant que parti réformiste engagé avec la droite et interdisant les tendances en son sein. De même, les trotskistes italiens ont tenté l'expérience de la Refondation communiste lorsque ce parti représentait la rupture de dizaines de milliers de militants du Parti communiste italien (PCI), qui dérivait vers le centre-droit en abandonnant toute référence de classe, même formelle. Aujourd'hui, des questions du même ordre se posent en Angleterre et en Allemagne, et nous devons les aborder sans hésitation.

Sans crainte, mais avec certains principes. Le premier est que les révolutionnaires maintiennent leur organisation indépendante au sein du « parti large », sans cacher leur drapeau, en se dotant des moyens, presse et autres, pour faire connaître leurs propositions et leur programme. Cela suppose que la direction du « parti large » accepte les tendances et les fractions, contrairement au PT ou à Podemos. Bien sûr, sous une dictature, les moyens ne sont plus les mêmes, mais une chose est incontestable : l'indépendance organisationnelle et programmatique des marxistes révolutionnaires.

Le deuxième principe est que l'objectif est de rallier le parti dans lequel nous militons au programme des révolutionnaires. En fonction des forces de ces derniers, celles organisées dans le nouveau parti et de son caractère (centriste pouvant évoluer vers la gauche, réformiste radical), les méthodes peuvent être différentes, mais là aussi, il y a des principes fondamentaux

: lutter contre l'électoralisme et, naturellement, contre tout accord avec les forces bourgeois, engager tout le parti dans le soutien aux luttes. Ce n'est pas gagné d'avance et l'histoire montre que les directions de droite peuvent organiser la scission, mais mener cette lutte politique doit permettre de gagner la majorité du « Parti large » au programme des révolutionnaires.

L'ANCIEN NPA, DU CARICATURAL « PARTI LARGE » À LA DÉRIVE

Loin des exemples que nous avons cités, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) est un parti large autopropagé, pas si large que cela puisque, après une période assez courte, le nombre de ses adhérents et ses résultats électoraux se sont situés en dessous de ceux de la LCR.

Autoproclamé : ni les « secteurs entiers » qui ont rompu avec les partis réformistes, ni les groupements de syndicalistes « de lutte des classes », ni des secteurs significatifs des mouvements sociaux ne se sont rapprochés et la LCR a fondé un nouveau parti à partir de sa seule force organisée, attirant essentiellement des individualités qui lui étaient déjà proches. Elle a tenté d'élargir ses forces en édulcorant son programme, en abandonnant toute formation marxiste révolutionnaire des nouveaux adhérents et les critères minimaux de fonctionnement, en accentuant ses défauts traditionnels tels que l'irrégularité des cotisations, la non-vente et même la non-lecture de la presse, la faible participation aux réunions et aux débats,

confondant en définitive militants et sympathisants plus ou moins organisés. Cependant, au sein du NPA, les cadres et les militants du SU coexistaient également avec ceux d'autres courants trotskistes, ce qui les mettait très mal à l'aise, car ces derniers étaient plus que réservés quant à leur conception du « parti large ».

Le lancement du Parti de gauche (PG) au moment même de la création du NPA a constitué une concurrence redoutable. Cela aurait pu rester sans grande conséquence si le NPA avait affirmé son caractère de parti ouvert et ancré dans un programme révolutionnaire. Il aurait alors pu gagner à sa cause des militants découragés par le fonctionnement antidémocratique du PG puis de la LFI, ou du moins constituer un front révolutionnaire avec eux.

Mais il en a été tout autrement. Avant même la constitution du NPA, la tendance droitière de la LCR, qui remettait en cause ce qui lui restait de références communistes révolutionnaires, a fait scission pour rejoindre le Front de gauche, alliance électorale du PG et du PCF. Ils ont été accueillis à bras ouverts, non pas tant pour leur poids, mais parce qu'ils semblaient affaiblir le NPA. Les dissidents, qui se sont baptisés Gauche unitaire, n'ont fait qu'anticiper de quelques années la dérive ultérieure du NPA-A !

En 2018, une nouvelle scission vers la droite s'est produite. Une grande partie de la direction historique de la Ligue, minoritaire au congrès du NPA, a décidé de quitter l'organisation et, sous le nom de Gauche anticapitaliste, de rejoindre la nébuleuse appelée Front de gauche.

On aurait pu penser que ces ruptures successives auraient permis de remettre le NPA sur les rails et d'en faire un outil pour avancer dans la construction d'un parti révolutionnaire. Malheureusement, cela n'a pas été le cas. Après la scission, la fraction qui forme aujourd'hui le NPA-A, liée au SU, a cédé à son tour aux sirènes du Nouveau Front Populaire (NFP), reniant ce qui restait des références léninistes et trotskistes. Cette dérive est surprenante de la part de camarades qui, pour la plupart, avaient fait partie de la tendance de gauche appelée Révolution !, qui défendait un accord avec LO plutôt qu'avec les pseudo-libéraux et avait combattu les dérives droitières.

Ils ont maintenant prêté allégeance au NFP. Comme indiqué au début, cela résulte de leur

défaïtisme, de leur renoncement à toute perspective révolutionnaire jugée obsolète. Il est à craindre que cette capitulation les conduise à collaborer avec la gauche réformiste et les bureaucraties syndicales pour canaliser les protestations dans le cadre institutionnel. On peut toujours espérer un rebond, mais les chances sont minces car si les militants du NPA-A sont actifs dans les luttes, ils le sont surtout en tant que syndicalistes radicaux, et leur organisation ne leur fournit aucune boussole politique.

RUPTURE AVEC LES TRADITIONS DÉMOCRATIQUES DE LA LIGUE

Pour atteindre leurs objectifs et, sans doute, se rendre présentables aux yeux de leurs partenaires réformistes, ils devaient se débarrasser des tendances de gauche, rebaptisées pour l'occasion « fractions sectaires » qui paralysaient le NPA, le même vocabulaire que les dissidents de la Gauche anticapitaliste avaient utilisé contre eux. Pour ce faire, au mépris de toute règle démocratique, ils ont interrompu le congrès et tenté d'usurper l'acronyme.

Dans un passé pas si lointain, la démocratie interne de la Ligue frisait le laxisme. Lors des élections présidentielles de 2007, certains militants, dont une membre du bureau politique, ont appelé publiquement à voter pour José Bové, alors qu'Olivier Besancenot était le candidat de la LCR. Non seulement ils n'ont pas été expulsés, mais ils ont ensuite retrouvé leur place au sein du bureau politique.

Il en a été de même pour la tendance « Claire », qui a appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon plutôt que pour Philippe Poutou en 2022.

En fait, cette indulgence favorisait surtout les positions de droite. Pour avoir osé proposer un candidat à l'investiture du NPA, les camarades du CCR ont été condamnés à l'ostracisme. Le fait que ce courant – aujourd'hui Révolution Permanente – ait préparé son départ ne change rien au scandale des méthodes de la direction du NPA.

Et la Quatrième Internationale (SU) ? Elle a essuyé de nombreuses autres humiliations, a cautionné des exclusions scandaleuses comme celles des militants d'Anticapitalistas, qui ont ensuite constitué Izquierda Anticapitalista Revolucionaria (IZAR) et, contrairement à sa propre tradition, leur a refusé le statut de



groupe sympathisant. Si la scission du NPA n'a pas été organisée avec l'aval du SU, il est peu probable que celle-ci la désavoue.

Le NPA-A est désormais sa section en France, mais les auteurs des précédentes scissions droitières restent dans ses rangs, sans statut officiel. Vous pouvez consulter ce que nous avons écrit sur son 18e congrès qui s'est tenu en février dernier. Le SU est une nébuleuse dans laquelle les sections officielles sont rares, où le statut d'organisation sympathisante a perdu tout son sens, où l'on peut trouver jusqu'à huit groupes, comme au Brésil, et qui se vante du nombre de groupes invités à ses réunions. D'autre part, certaines sections ont été dissoutes, comme au Portugal, et le SU accepte des affiliés individuels sans se soucier de ses propres statuts. Et dire qu'auparavant, ils se qualifiaient eux-mêmes de « Parti mondial de la révolution socialiste »...

CONCLUSIONS ET DÉBATS

L'histoire du Secrétariat unifié (SU) témoigne d'une oscillation permanente entre dérives ultra-gauches (guérilla, adhésion acritique aux dirigeants petits-bourgeois et staliniens) et dérives opportunistes (soutien à des « partis larges » sans distinction de classe, adaptation aux courants réformistes). Ils s'éloignent de la construction d'un programme socialiste révolutionnaire et se dissolvent dans des structures ou des mouvements plus larges au lieu de construire des partis léninistes.

Cette dérive reflète un éloignement croissant de la perspective d'un parti mondial de la révolution socialiste.

Le SU a une responsabilité écrasante dans ce qu'est devenu le NPA-A : la liquidation politique d'une organisation qui, à ses origines, se voulait une référence pour les secteurs radicalisés de la jeunesse et de la classe ouvrière françaises. Il convient toutefois de préciser que les militants du NPA qui jouaient un rôle important dans les instances internationales partagent cette responsabilité.

Le NPA-A a multiplié ses faiblesses : la fuite des militants vers des variantes électoralistes et la subordination à de larges fronts avec les réformistes.

Malheureusement, le départ des camarades de Révolution Permanente avant le dernier congrès du NPA a empêché la constitution d'un bloc plus large pour tenter de redresser la situation. La décision de ne pas mener le combat jusqu'au bout et de privilégier l'auto-affirmation a été, à notre avis, une grave erreur.

DÉBATS AVEC LE NPA-R

L'apparition du NPA-R, en réaction à la scission organisée en plein congrès par la direction du NPA avec la complicité du SU, ouvre une possibilité qui ne doit pas conduire à une nouvelle frustration.

Pour y parvenir, il est essentiel :

- De réaffirmer le programme révolutionnaire : le NPA-R ne doit pas se réduire à un espace de

« résistance », ouvrière et centré sur un syndicalisme combatif, choses certes valables mais insuffisantes.

- Il a besoin d'un programme explicite d'indépendance de classe et doit défendre la perspective d'un gouvernement ouvrier.

- Une démarcation claire avec le réformisme. Construire un parti léniniste avec un centralisme démocratique. Des liens organiques avec les luttes ouvrières et populaires.

- Dans le cadre d'une stratégie internationale de regroupement des révolutionnaires, loin du sectarisme dogmatique de LO et de Lotta Comunista (Italie).

Nous nous appuyons sur l'expérience acquise depuis l'adhésion de l'OIT-PCL à la Ligue internationale socialiste (LIS) cette année et sur le processus d'intégration en cours de la LIS avec la Ligue pour la Cinquième Internationale (L5I) et le MAS-Portugal, en vue du troisième congrès qui se tiendra en décembre 2025.

Nous souhaitons donner la priorité aux accords sur les principales caractéristiques et politiques de la situation mondiale et nationale, en nous basant sur un programme de transition. Sans ignorer les nuances ou les divergences qui persistent, mais en les traitant avec la méthode du centralisme démocratique. Au sein d'une même organisation, tout en établissant la confiance et une nouvelle tradition qui transcende les courants d'origine.

Nous espérons que les conditions seront réunies à l'avenir pour ouvrir un débat plus approfondi entre le NPA-R et la LIS, qui nous permettra d'entreprendre une voie commune vers le regroupement international des révolutionnaires. 

NOTES

(1) Titre du roman de Victor Serge critiquant le régime stalinien. Le titre a une forte connotation d'échec. Note de l'éditeur.

(2) En référence au Parti communiste italien, qui s'est distancié du stalinisme, contrairement au PCF, qui a initialement caché le rapport de Khrouchtchev.

(3) La Ligue communiste, dissoute par le gouvernement, a été reconstituée en 1974 sous le nom de LCR.

(4) Pour la Ligue, contrairement aux États ouvriers dégénérés ou déformés d'Europe de l'Est, il existait certes des défauts bureaucratiques dans ces pays, mais une révolution politique n'était pas nécessaire.

C'est pourquoi elle a négligé ce qui restait en exil de la section vietnamienne massacrée par les staliniens et a considéré comme une hérésie la volonté de créer une section de la IVe Internationale à Cuba (où le groupe trotskiste de tendance posadiste avait été dissous et réprimé).

D'autre part, selon Ernest Mandel, la bureaucratie soviétique défendait à sa manière les bases de l'État ouvrier contre le risque de restauration capitaliste. Les événements lui ont donné raison...

(5) Ce front était le fruit de l'imagination des dirigeants de la Ligue, comme l'a révélé le conflit armé entre la direction vietnamienne et les Khmers rouges, les premiers soutenus par l'URSS et les seconds par la Chine.

(6) Livio Maitán, dirigeant trotskiste italien, bénéficiait du soutien de Pierre Franck, vétéran du PCI à la direction de la Ligue, d'Ernest Mandel, de Tariq Ali, d'Alain Krivine... La position de Daniel Bensaïd, cité sous son pseudonyme de Jebraq dans le texte de la TLT, exprimait un guérillérisme encore plus radical.

(7) La position de la Tendance léniniste trotskiste : https://www.marxists.org/francais/4int/suqi/1972/suqi_19720000.htm

Ce long document, signé par des dirigeants du SWP américain, des dirigeants « morénistes » du PRT argentin et par Hugo Blanco, mérite d'être lu dans son intégralité pour comprendre les enjeux du débat. Des centaines de camarades ont perdu la vie à cause de cette folie politique.

La place accordée à la Ligue communiste dans la quatrième partie du document témoigne de celle qu'elle occupe dans la tendance majoritaire pro-guérilla.

(8) Lutte ouvrière caractérise l'URSS comme un État ouvrier dégénéré, mais unique au monde. Partout ailleurs, en Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, en Indochine, la petite bourgeoisie était au pouvoir.

(9) LO a exclu les tendances qui s'opposaient à ce repli. Organisées sous les noms de Démocratie Révolutionnaire et L'Étincelle, elles ont rejoint la LCR et se trouvent aujourd'hui au sein du NPA-R.

(10) Au Brésil, la grande majorité de la section du SU, Democracia Socialista, a accepté de participer au gouvernement de Lula, a fusionné avec le Parti des travailleurs et a finalement rompu avec l'Internationale. Les dirigeants de la LCR et du SU ont refusé de mener la lutte politique et de soutenir la minorité qui rejetait cette dérive et qui a dû quitter DS avec peu de militants.

Au Mexique, la majorité du PRT a rejoint le PRD de Cárdenas et n'en est pas sortie (affaiblie) avant que ce parti du centre, à peine de gauche, ne devienne clairement un pilier du système, pour ensuite placer ses espoirs en López Obrador.

PALESTINE : des accords trompeurs à L'UNITÉ HISTORIQUE et ACTUELLE de la LUTTE pour la LIBÉRATION



PAR RUBÉN TZANOFF

« La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. Entre les mains de l'impérialisme, la guerre et la paix ne sont que deux formes différentes d'une même politique d'oppression et de pillage. » (Trotsky, Léon. 1934. La guerre et la Quatrième internationale).

Cette phrase dévoile la politique impérialiste et la nature de l'accord signé entre les États-Unis, Israël et le Hamas. Avec ce guide, il convient de commencer par le début.

7 OCTOBRE 2023, UN AUTRE CHAPITRE D'UN CONFLIT HISTORIQUE

La milice du Hamas a attaqué Israël en menant une opération audacieuse qui a révélé une certaine vulnérabilité israélienne et gelé les « accords d'Abraham » pour la « normalisation » des relations avec les États arabes, sous l'égide des États-Unis. Mais l'« opération Inondation d'Al-Aqsa » n'était pas dotée d'une stratégie politique solide : elle a sous-estimé l'ampleur

de la réaction et surestimé le soutien de l'Iran et des pays arabes, ce qui aura de graves conséquences à l'avenir.

Cette attaque est un événement important, mais elle ne marque pas le début du conflit, qui remonte au 14 mai 1948, lorsque l'État colonialiste s'est imposé par la force sur le territoire palestinien grâce à une opération menée par l'impérialisme britannique et d'autres complices.

L'oppression sanglante et violente, dans des conditions d'infériorité écrasante, imposée aux Palestiniens leur donne le droit d'affronter les colonisateurs avec tous les moyens à leur disposition. Cette reconnaissance n'implique pas un soutien politique au Hamas, mais elle est formulée à partir de notre indépendance politique envers une organisation avec laquelle nous avons, en outre, de grandes différences idéologiques et méthodologiques.

UNE RÉPONSE CRIMINELLE AVEC DES ANTÉCÉDENTS

L'État d'Israël a accusé le choc de la gifle, mais s'est rapidement ressaisi et l'a utilisée comme justification pour se venger.

Bien que les conflits entre Israël, la Palestine et les pays voisins aient eu des contextes et des protagonistes différents, les comparaisons sont pertinentes. Les offensives sionistes pendant la crise du canal de Suez (1956), la guerre des Six Jours (1967) et la guerre du Yom Kippour (1973) étaient relativement conventionnelles. La crise actuelle ne l'est pas en raison des crimes de masse qui rappellent l'attaque initiale contre la Palestine (1947-1949).

Lorsque Netanyahu proclame qu'il cherche à « terminer le travail » et à dominer une zone qui « garantira la sécurité d'Israël pour des générations », il prévoit l'annexion de la Cisjordanie et de certaines parties du Liban et de la Syrie. Il se pose ainsi en fidèle continuateur du rêve préféré des « grands rabbins » sionistes Theodor Herzl et David Ben Gourion : conquérir le « Grand Israël », un État juif s'étendant « *du torrent d'Egypte jusqu'à l'Euphrate* ».

CE N'EST PAS UNE GUERRE, C'EST UN GÉNOCIDE

L'opération « Épées de fer », qui a débuté avec la déclaration de guerre israélienne, affiche un bilan provisoire de barbarie. Elle a largué des milliers de tonnes de bombes qui ont rasé des quartiers, des hôpitaux, des écoles et des camps de réfugiés, tué plus de 65 000 Palestiniens - pour la plupart des

femmes et des enfants -, provoqué le déplacement forcé, interne et externe, de plus de 3,4 millions de personnes et utilisé la faim, la soif et les maladies comme armes destructrices.

Les forces israéliennes ont commis des crimes contre l'humanité si évidents que plusieurs organismes et rapporteurs spéciaux des Nations unies les ont qualifiés d'actes de génocide, une catégorie qui n'avait auparavant été utilisée que dans les cas de l'Holocauste, de l'Arménie, du Rwanda et de Srebrenica (Bosnie-Herzégovine). Cette reconnaissance est partielle, tardive et hypocrite, car ils « se sont rendu compte » lorsque le désastre était déjà consommé et continuent de ne pas reconnaître la « Nakba » comme le premier génocide perpétré.

UNE MOBILISATION MONDIALE SANS PRÉCÉDENT SE DÉPLOIE

Les massacres de civils ont provoqué l'horreur, ont mis en lumière qui sont les victimes et qui sont les bourreaux, et ont stimulé des mobilisations qui ont fait pencher la balance de l'opinion publique. Des millions de personnes, avec les jeunes en tête, ont exprimé leur solidarité aux États-Unis, en Europe, en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Les manifestations de la « rue arabe », les occupations étudiantes, les grèves des travailleurs et la tentative de la Global Sumud Flotilla de briser le blocus de l'aide humanitaire sont des exemples marquants d'une lutte menée malgré le frein des bureaucraties syndicaux, des directions réformistes et de la répression étatique.



L'effervescence a poussé les gouvernements à prendre leurs distances par rapport aux massacres, à critiquer Netanyahu et à isoler Israël comme jamais auparavant. C'est alors que l'impérialisme s'est pleinement engagé à gérer la cessation des hostilités avec une double intention : apaiser la mobilisation en hausse potentiellement explosive (avec l'expérience du Vietnam toujours présente) et permettre au sionisme d'avancer protégé par un bouclier « diplomatique ».

Le cessez-le-feu a temporairement mis fin à l'offensive généralisée visant à occuper totalement Gaza, ce qui a permis le retour de milliers de personnes, ne serait-ce que sur les décombres de leurs maisons et à la recherche de leurs proches décédés. La joie prudente des Gazaouis



La LIS a participé à la mission de la Global Sumud Flotilla

À bord de petits voiliers, des militants de plusieurs pays ont quitté Barcelone pour Gaza dans le but de briser le blocus humanitaire. Notre collègue Cele Fierro, du MST argentin, a voyagé sur l'Adara, représentant la Ligue internationale socialiste (LIS).

L'État d'Israël les a interceptés dans les eaux internationales, a séquestré les personnes à bord, a empêché la livraison de nourriture et a saisi les bateaux. Malgré tout, cette mission de solidarité a joué un rôle très positif en amplifiant la visibilité de ce qui se passait à Gaza et en renforçant la solidarité.

- Elle a été une initiative collective. Elle a été menée par des travailleurs, des enseignants, des étudiants, des journalistes, des artistes et des militants, partisans et indépendants, avec des perceptions différentes mais un idéal commun, ce qui met en valeur la valeur de l'effort collectif par rapport à la mesquinerie individuelle que le capitalisme instille.
- Elle a mis son corps dans la mer et ses yeux sur la Palestine. Les militants ont relativisé leur effort par rapport à celui des Gazaouis, attirant l'attention mondiale sur le génocide et la famine.
- Elle a dénoncé les gouvernements. Elle a dévoilé leur inaction et leur hypocrisie, les a interpellés pour qu'ils

rompent avec Israël et adoptent des mesures d'isolement politique.

- Elle a résisté aux calomnies. Le lobby israélien a tenté de la discréditer en la qualifiant de groupe de « terroristes » naviguant en Méditerranée. Il a échoué car la Flotille s'est nourrie de la mobilisation, l'a alimentée et a reçu son soutien par des actions et des grèves qui l'ont défendue.
- Elle ne s'est pas laissée intimider. Bien qu'elle ait été menacée, attaquée par des drones, maltraitée et kidnappée, ses membres n'ont pas cédé et ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une cause juste.
- Elle a accueilli l'internationalisme organisé. Cele y a participé avec effort et courage. Elle a rempli de fierté les militants de la LIS et des organisations qui la composent. Elle a donné une continuité à notre tradition internationaliste exprimée par des actions au Nicaragua, en Bosnie, en Ukraine, au Liban ou dans les camps sahraouis.

Lisez ici « Cele Fierro dans la flottille pour Gaza ».



d'avoir survécu à deux ans de barbarie est plus que compréhensible, tout comme il est évident qu'on ne peut pas cacher le soleil avec un doigt : cela ne constitue pas une victoire de la résistance. L'ouverture de la porte qui permet un répit au siège arrive avec l'air pollué d'un accord trompeur.

PLAN TROMPEUR, TRÈVES VIOLÉES ET PLUS DE QUESTIONS QUE DE CERTITUDES

L'accord signé à Charm el-Cheikh (Égypte) favorise Israël et nuit à la Palestine, comme l'affirme la « Déclaration internationale : Pour une Palestine libre, du fleuve à la mer. Non à l'accord trompeur de Trump et Israël » signée par la Ligue internationale socialiste (LIS) et la Ligue pour la cinquième internationale (L5I).

En ce qui concerne les trêves, depuis le début des hostilités en

2025, il y en a eu deux : du 19 janvier au 18 mars et du 10 au 19 octobre, toutes deux violées par Israël ; la dernière, avec l'action « proportionnée » que les États-Unis lui ont gentiment demandée, a tué 73 personnes avec le largage de 153 tonnes de bombes en une seule journée, trois autres par des tirs près de la « ligne jaune » qui « délimite », sans signalisation physique, la limite du retrait partiel des FDI et a suspendu l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza.

L'instabilité a poussé les négociateurs de Trump à retourner en Israël pour préparer la visite du vice-président JD Vance, qui tentera de sauver le plan. La stipulation de la réciprocité conditionnelle, les imprécisions et les actions perfides des sionistes

soulèvent des questions pour l'avenir : le plan sera-t-il appliqué dans son intégralité, en partie ou sera-t-il réduit à néant ? Le Hamas sera-t-il désarmé ? L'Autorité palestinienne formera-t-elle un gouvernement fantoche ? Comment réagira la population palestinienne ? La Cisjordanie restera-t-elle oubliée face à l'avancée des colons ? Que va-t-il advenir de Netanyahu ? Quelle attitude adopteront les voisins « réticents » en Iran, au Liban et au Yémen ?

Les incertitudes s'ajoutent à la polarisation politique et sociale exprimée par les millions d'Américains qui ont manifesté contre l'autoritarisme du faux « pacifiste » Trump et à la poursuite des revendications mondiales en faveur de la Palestine.

DES ACCORDS QUI RENFORCENT LA DOMINATION

Les accords de Camp David (1978) et d'Oslo (1993) ont reconnu l'État d'Israël et créé des structures administratives palestiniennes limitées, sans mettre fin à l'occupation ni à l'expansion des colonies. Les accords d'Abraham (2020), que Trump aspire à débloquer, visent à « normaliser » les relations politiques et économiques régionales en marginalisant la Palestine. Les accords de Charm el-Cheikh maintiennent les impacts négatifs de leurs prédecesseurs et les approfondissent.

Les accords locaux ne peuvent être conclus sans l'ingérence des puissances et le soutien des gouvernements et des directions régionales qui, dans le cas présent, servent les desseins de Trump, comme le prouvent les soutiens des impérialismes chinois et russe, et des gouvernements arabes qui, représentant les bourgeoisies locales, recherchent la stabilité pour rétablir leurs affaires.

À ce stade, la phrase qui titre cet article prend tout son sens et invite à réfléchir sur les luttes et le rôle des directions.

DE GRANDES ACTIONS SANS DIRECTIONS À LA HAUTEUR DES CIRCONSTANCES

La première Intifada (1987-1993), la deuxième Intifada (2000-2005) et la résistance au génocide (2023-2025) reflètent la volonté inébranlable d'un peuple de survivre et d'être libre. Au niveau régional, ces luttes s'inscrivent dans la trajectoire des peuples arabes d'Égypte, de Syrie, d'Irak de Jordanie, du Liban et d'autres pays comme l'Iran qui, tout au long du XXe siècle, ont lutté pour leur indépendance, principalement contre les impéria-

Dénoncer le génocide n'est pas un délit : Alejandro Bodart a été acquitté



Israël cherche à criminaliser le mouvement de solidarité avec la Palestine avec le soutien de la justice capitaliste, des gouvernements et des médias. La censure, la fermeture de comptes, les procès et les emprisonnements sont devenus monnaie courante. Il le fait en accusant faussement d'« antisémitisme » ceux qui sont « antisionistes », pour avoir critiqué les conceptions réactionnaires de ce courant politique. En outre, il qualifie de « terroristes » ceux qui sont solidaires du peuple opprimé et dénoncent la barbarie de l'État d'Israël. Ce sont de faux prétextes et des arguments confus visant à restreindre la liberté d'expression.

En Argentine, la DAIA a mené l'« inquisition » contre Alejandro Bodart (coordinateur de la LIS) pour avoir dénoncé le génocide, mais elle a échoué dans sa tentative de criminalisation. Après plusieurs instances, le dernier jugement a acquitté Bodart. Le soutien unitaire est essentiel pour résister et constitue le meilleur outil pour défendre d'autres dirigeants et militants persécutés.

Lire ici « Un nouveau jugement acquitte Bodart. Dénoncer un génocide n'est pas un crime ».



lismes anglais et français, et plus récemment, lors des soulèvements du « Printemps arabe » (2010-2013).

Malheureusement, les courageuses luttes pour les droits démocratiques et sociaux n'ont obtenu que des victoires partielles ou ont subi des défaites, essentiellement à cause de la responsabilité des dirigeants et des organisations qui n'ont pas été à la hauteur des circonstances.

En Palestine, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dirigée par Yasser Arafat, aujourd'hui collaboratrice d'Israël en Cisjordanie par l'intermédiaire de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) contrôlée par le Fatah, a déçu. Et la direction fondamentaliste du Hamas, qui a remplacé l'ANP à Gaza par une gestion bureaucratique et réactionnaire, a pris des décisions militaires et po-

**Mobilisation pour
la liberté de la
Global Sumud
Flotilla le 1er
octobre à Buenos
Aires.**



litiques qui laissent planer le doute sur l'évaluation populaire dont elles feront l'objet.

DÉBATS SUR LA QUESTION NATIONALE ET LA SOLUTION DE FOND

La situation suscite des débats qui dépassent le cadre de la Palestine et du Moyen-Orient, comme la question nationale. Il existe des partis tels que Lutte Ouvrière (France) et Lotta Comunista (Italie) qui, sous le couvert de l'« internationalisme », rompent avec le léninisme qui affirme : « *Le droit des nations à l'autodétermination, c'est-à-dire à former des États indépendants et à se séparer des États existants, est un principe démocratique fondamental.* » (Lénine, Vladimir Ilitch. 1914. *Le droit des nations à l'autodétermination*).

Au Moyen-Orient, cet enseignement implique la défense de l'existence d'une institution palestinienne, mais avec quel État ? Nous répondons en polémiquant avec la proposition de « deux États », c'est-à-dire la reconnaissance d'Israël et d'un État palestinien limité à la Cisjordanie et à Gaza. C'est un piège qui a déjà fragmenté et affaibli la Palestine. Nous ne pensons pas non plus qu'une « Palestine binationale » utopiquement unie par « les deux classes ouvrières » et l'égalité des droits pour les Juifs et les Palestiniens soit possible. Les Palestiniens sont une majorité expulsée qui ne survivrait pas dans un État idéologiquement conçu pour les exterminer. D'autre part, les alternatives religieuses fondamentalistes constituent des projets réactionnaires et autoritaires de plus en plus remis en question par leurs propres bases.

RÉVOLUTION SOCIALISTE : LA SEULE ISSUE STRATÉGIQUE

Alors que le stalinisme a soutenu l'imposition de l'État d'Israël depuis l'ex-URSS, la Quatrième Internationale a été le seul courant à s'y opposer, un héritage que la LIS réaffirme en affirmant que la seule façon de parvenir à une paix juste et durable est de vaincre le monstre sioniste-fasciste et d'instaurer une Palestine libre, unique, laïque, non raciste, démocratique et socialiste, gouvernée par les travailleurs et le peuple. Y parvenir ne sera pas facile, et cela ne reposera pas exclusivement sur les épaules des Palestiniens. C'est à ce moment-là qu'une vérité de fer fait irruption dans le texte : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire » (Trotsky, Léon. 1938. *Le programme de transition*).

Pour réussir, il est nécessaire d'encourager l'émergence de nouveaux dirigeants, d'organismes démocratiques à double pouvoir, et de construire des organisations socialistes révolutionnaires fortes, au niveau national et international, capables de donner aux mobilisations une orientation consciente vers la révolution socialiste au Moyen-Orient. L'avenir de l'humanité se définira dans le dilemme entre socialisme ou barbarie, un dilemme dont la résolution exige de faire des progrès dans le regroupement des révolutionnaires dans le présent. ☩



Pour une Palestine libre, du fleuve à la mer.

Non à L'ACCORD TROMPEUR DE

TRUMP ET D'ISRAËL

La mobilisation massive, qui ne cesse de croître, ainsi que le revirement majoritaire de l'opinion publique mondiale en faveur du peuple palestinien et contre le génocide perpétré par l'État sioniste d'Israël, ont accéléré les efforts de l'impérialisme pour parvenir à un nouveau cessez-le-feu précaire. L'objectif de ce dernier est de démanteler la mobilisation internationale et de permettre au sionisme de continuer à avancer par d'autres moyens, en appelant à un pacte contre-révolutionnaire avec les directions palestiniennes.

Nous comprenons et partageons la joie de la population gazaouie face à la cessation des bombardements qu'elle subissait quotidiennement depuis deux ans, ainsi qu'à la fin possible du blocus criminel qui lui a causé une crise humanitaire désespérée. Cependant, nous devons être honnêtes : cela ne signifie pas une victoire de la résistance palestinienne, comme le prétendent à tort différentes organisations. La réalité est beaucoup plus complexe.

Le cessez-le-feu a été obtenu en partie grâce à l'extraordinaire mobilisation mondiale et aussi en raison du danger que la situation dramatique à Gaza devienne incontrôlable. Mais l'accord conclu entre le Hamas et Israël l'a été sur la base de conditions imposées par les États-Unis. Les vingt points de cet accord, s'ils sont mis en œuvre, représenteront un recul dans la lutte pour l'émancipation de la Palestine. En effet, ils proposent d'accepter la politique de l'impérialisme dans la région et de légitimer l'occupation sioniste.

Pour parvenir à cet accord, l'impérialisme a bénéficié de la collaboration directe du Qatar, de l'Égypte et de la Turquie, ainsi que des applaudissements complices de toute la bourgeoisie occidentale, des autorités arabes et même de la Russie et de la Chine.



Si l'impérialisme parvient à empêcher l'échec de cet accord avant qu'il n'atteigne sa deuxième phase, outre la libération des otages israéliens et des prisonniers palestiniens déjà en cours, il prévoit la transformation de Gaza en un protectorat des États-Unis, placé sous la tutelle d'un gouvernement fantoche présidé par Donald Trump et Tony Blair.

Il n'exige pas d'Israël le retrait total de ses troupes de Gaza ni la fin de la colonisation en Cisjordanie, mais il oblige le Hamas à se désarmer et à ne pas s'opposer à la formation du nouveau gouvernement composé de technocrates palestiniens « apolitiques » et d'« experts internationaux », ni à l'installation d'une force militaire étrangère qui prendrait le contrôle de la bande de Gaza.

La réponse génocidaire du sionisme aux actions du Hamas le 7 octobre a provoqué une mobilisation internationale en faveur de la Palestine sans précédent. Elle a dépassé son épicentre historique dans les secteurs de gauche et s'est étendue aux principaux pays impérialistes. Elle a été massive aux États-Unis, avec des campements radicalisés dans les universités et des secteurs importants de la communauté juive rompant avec le sionisme. Des centaines de milliers, voire des millions de personnes ont manifesté en Australie et en Europe. Tout cela malgré le fait que les principaux syndicats et partis sociaux-démocrates des pays impérialistes se soient tenus à l'écart du mouvement ou, en pratique, aient continué à soutenir Israël. De plus, les régimes du Moyen-Orient (à l'exception des Houthis) ont empêché « la rue arabe » de se mobiliser en faveur de blocus contre



les sionistes et les États occidentaux qui fournissent des armes au génocide. Dans plusieurs pays impérialistes, les organisations palestiniennes ont été interdites et des milliers de manifestants ont été criminalisés, voire accusés de terrorisme. Malgré tout cela, le mouvement a pris de l'ampleur et la récente grève générale ainsi que les blocages portuaires en Italie, en solidarité avec la Global Sumud Flotilla, ont bouleversé le monde et commencé à apparaître comme un exemple susceptible de se propager.

Il est un fait que les États-Unis et Israël, malgré le soutien complice de toute la superstructure capitaliste, ont perdu la bataille de l'opinion publique mondiale. C'est le résultat le plus important obtenu par la cause palestinienne. Jamais dans l'histoire Israël n'a été aussi ouvertement isolé au niveau international ni l'objet d'un tel rejet.

Cependant, deux ans après l'intensification du génocide, le peuple palestinien ne se trouve pas dans une situation plus favorable qu'avant le 7 octobre 2023. Gaza a été détruite et occupée militairement par les sionistes ; plus de 67 000 Palestiniens ont perdu la vie, voire davantage, dont environ 20 000 enfants, et des dizaines de milliers d'autres ont été blessés ou mutilés. La Cisjordanie continue de perdre du territoire au profit des colons sionistes, et à Jérusalem-Est, la vie est chaque jour plus difficile.

L'action menée par le Hamas le 7 octobre a atteint son objectif immédiat, qui était de freiner le processus de « normalisation » des relations entre Israël et les pays arabes, connu sous le nom d'Accords d'Abraham. Cependant, l'espoir du Hamas que le coup porté à Israël exercerait une pression suffisante pour le contraindre à négocier un compromis ne s'est pas concrétisé. L'hypothèse selon laquelle l'Iran réagirait avec force à une réaction brutale d'Israël ne s'est pas non plus vérifiée. Il est apparu clairement que le régime des mollahs ne défend que ses propres intérêts capitalistes et ceux de sa caste. Les régimes arabes n'ont pas davantage soutenu la Palestine et encouragent désormais cet accord, qui vise à obtenir la capitulation de la résistance afin de reprendre la voie de la « normalisation » des relations avec Israël et l'impérialisme.

Le pari erroné du Hamas a abouti à un génocide, à la destruction et à l'occupation de Gaza, et maintenant à un accord rempli de concessions, rappelant celui signé par Arafat à Oslo il y a plus de 30 ans. Ce n'est pas un hasard si, sous la pression de la mobilisation, plusieurs

pays, comme l'Espagne et le Royaume-Uni, ont ressuscité le fantasme des deux États, qui ne figure même pas parmi les objectifs de l'accord.

Aucun État palestinien n'est possible tant qu'il existe sur ses terres historiques un État colonial, expansionniste et génocidaire. Il a été démontré qu'Israël ne le permettra jamais. Au contraire, son projet stratégique est le nettoyage ethnique complet du peuple palestinien et la construction d'un « Grand Israël » par la conquête progressive de nouveaux territoires.

Pour parvenir à une paix durable et équitable pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il faut d'abord vaincre le monstre sioniste et son expansion colonialiste permanente. Tant que l'État terroriste d'Israël, construit par le sang et le feu des impérialistes, continuera d'exister, la seule paix possible sera celle des cimetières.

Seule la construction d'une Palestine unifiée, libre, laïque et socialiste, du Jourdain à la Méditerranée, permettra aux peuples de vivre à nouveau en paix. Cependant, cette solution ne viendra ni des bourgeoisies arabes, ni des mollahs iraniens, ni d'un accord avec l'un des impérialismes existants. Elle ne viendra que des masses travailleuses arabes menant une révolution qui renversera les gouvernements capitalistes de la région, vaincra le monstre sioniste et érigera une fédération volontaire de républiques socialistes dans tout le Moyen-Orient.

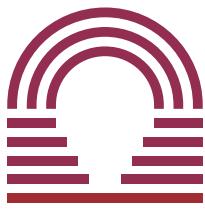
En 1948, nos ancêtres politiques de la Quatrième Internationale, la seule organisation du mouvement ouvrier mondial qui a lutté contre la naissance de l'État sioniste, déclaraient :

« Grâce à la direction bourgeoise et féodale des pays arabes — agents de l'impérialisme — nous avons été vaincus dans une étape de la lutte contre l'impérialisme ; et nous devons nous préparer à la victoire dans la prochaine étape, c'est-à-dire à la unification de la Palestine et du Moyen-Orient en général, en créant la seule force capable d'atteindre ces objectifs : le parti prolétarien révolutionnaire unifié du Moyen-Orient. »

Telle est, aujourd'hui encore, la stratégie que nous, signataires de cette déclaration, faisons nôtre et au service de laquelle nous nous engageons : promouvoir, aider et construire des partis révolutionnaires dans la région, en regroupant sans sectarisme les combattants qui partagent ces objectifs. 

Ligue internationale socialiste (LIS)

Ligue pour la cinquième internationale (L5I)



la montaña
EDICIONES SOCIALISTAS

Revue de théorie et politique de la Ligue internationale socialiste / JUILLET 2024 - N° 6

RÉVOLUTION PERMANENTE

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

Les tâches des révolutionnaires



REVUE DE THÉORIE ET DE POLITIQUE DE LA LIGUE INTERNATIONALE SOCIALISTE / DÉCEMBRE 2024 - N° 7

RÉVOLUTION PERMANENTE

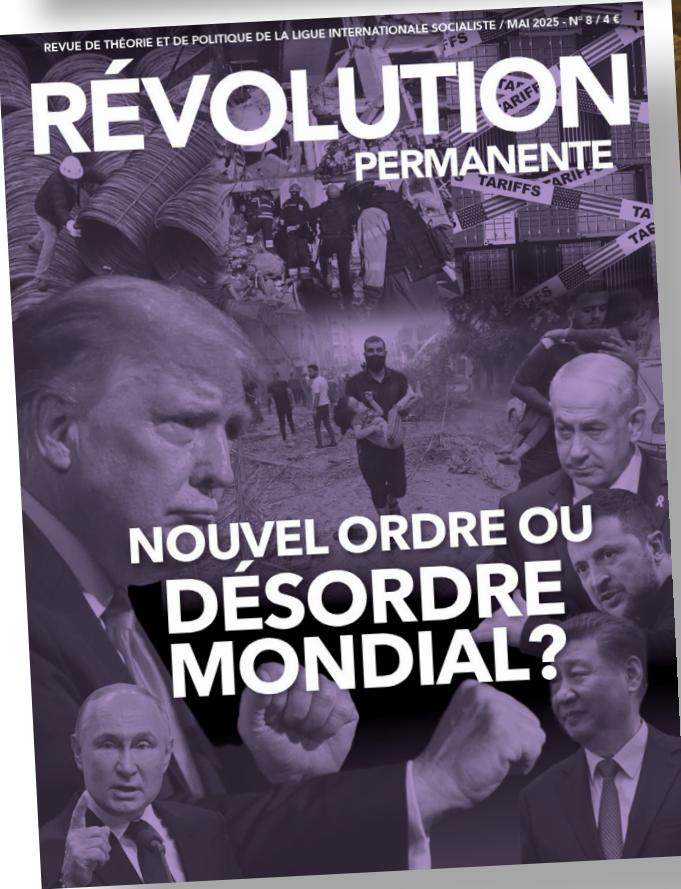
LE MOYEN-ORIENT AU BORD DU GOUFFRE



REVUE DE THÉORIE ET DE POLITIQUE DE LA LIGUE INTERNATIONALE SOCIALISTE / MAI 2025 - N° 8 / 4 €

RÉVOLUTION PERMANENTE

NOUVEL ORDRE OU DÉSORDRE MONDIAL?



Lisez ici les numéros
précédents de
RÉVOLUTION PERMANENTE



PALESTINE LIBRE, DU FLEUVE À LA MER